

Sommaire

- 3 ■ C.A. de l'ANEF & Rapport moral
- 15 ■ L'ANEF à l'honneur
- 37 ■ In Memoriam
- 53 ■ Recherche
- 59 ■ Livres / Comptes rendus de lectures

LES C.A. DE L'ANEF

C.A. du 15 janvier 2016

Présentes : Isabelle Collet, Sylvie Cromer, Yvonne Guichard-Claudic, Annik Houel, Hélène Marquié, Delphine Naudier, Geneviève Pezeu, Françoise Picq.

Dans la deuxième partie de la séance : Michèle Ferrand et, pour EFiGiES, Isabelle Matamoros.

LE POINT SUR LES ACTIONS EN COURS

Diffusion du *Vade-mecum*

Il a été largement diffusé sur plusieurs listes de diffusion et tiré à 400 exemplaires. Il a été conçu pour être téléchargeable, sur le site des trois associations et donc sur le site de l'ANEF. En effet, l'objectif est de le réactualiser annuellement, étant donné, nous l'espérons, l'évolution de la prise en compte des violences sexuelles et sexistes.

Le groupe *Vade-mecum* (les trois associations) s'est réuni le 19 janvier 2016 pour fêter la réalisation du *Vade-mecum* et réfléchir à la poursuite des travaux. Deux types d'actions sont prévus :

a) la publicisation du *Vade-mecum*

Trois opérations sont d'ores et déjà prévues :

- la participation à la journée sur le harcèlement sexuel du 10 mars 2016 à Toulouse (initialement prévue le 15 décembre 2015) ;
- la participation à la 9th *European Conference on Gender Equality in Higher Education* (Paris, 12-14 sept. 2016) en proposant un panel sur le harcèlement sexuel ;
- l'édition d'un dépliant à diffuser lors de colloques, journées d'études, etc.

b) la réactualisation du *Vade-mecum*, en organisant un atelier à la fin de l'année 2016.

Le séminaire organisé à cette occasion devra inclure les institutions qui n'ont pas encore été intégrées à la réflexion, comme les écoles d'art. Un axe de travail particulier sera mis à l'ordre du jour : la formation.

Un rendez-vous a été pris avec le ministère pour redemander une subvention pour la nouvelle édition, le mercredi 24 février 2017 à 10 heures.

Pour information : les *Vade-mecum* restants peuvent être vendus à 8 €, prix commun pour les trois associations, port compris.

DÉMARCHE AUPRÈS DES MAISONS D'ÉDITION

L'ANEF, l'ARGEF et Mnémosyne ont décidé de relancer la lettre « Pour un usage non discriminant de la langue française » sur la rédaction des programmes, manuels, documents d'accompagnement, dans la communication institutionnelle, administrative et pédagogique. Elle sera envoyée aux éditeurs de manuels scolaires avec le *Guide pratique pour une communication publique sans stéréotypes de sexe*.

STRUCTURATION DU RÉSEAU FRANCOPHONE

Suite au congrès de Montréal (2015), le compte rendu de l'atelier a été envoyé à toutes les participantes (et publié dans le *Bulletin*).

Nous avons reçu en retour des nouvelles de la constitution du réseau de l'AUF. L'ANEF a envoyé un mail de relance qui recensait les différentes missions qui pourraient être celles du réseau et demandé à ce que chaque pays fasse une fiche signalétique avec une recension des réseaux connus. Ensuite, l'ANEF fédérerait l'ensemble. Peu de réponses concrètes jusque-là. L'AUF pourrait être un appui logistique et financier. La construction du réseau féministe francophone sera un thème important de l'ANEF.

Les projets

- Une participation de l'ANEF et de ses partenaires du *Vade-mecum* à la 9th *European Conference on Gender Equality in Higher Education* (Paris, 12-14 sept. 2016) et une communication avec l'ARGEF sur le genre dans la formation des enseignants.
- *Autour du 8 mars* : avec les FEM (Féministes en mouvements), projet associant OLF (Osez le féminisme), Féminisme et géopolitique, ANEF. Mise en place d'une sorte de café philo féministe qui organiserait tous les deux mois un débat autour de la complexité des sujets traités, avec l'idée de « sortir du manichéisme ». Pour ce faire, OLF répond à la Mairie de Paris en proposant un projet intitulé « Les féministes à l'épreuve du moment ».
- *Rencontre avec EFiGiES* (Isabelle Matamoros) : L'année prochaine, projet d'une université d'été en Tunisie élaboré par EFiGiES-Marseille pour avoir un réseau genre trans-Méditerranée. La question de la participation d'EFiGiES au réseau féministe francophone est posée car l'association est souvent contactée par des étudiant.e.s étranger.e.s, venant souvent d'Amérique du Sud, parfois d'Afrique. Mais il y a un problème de pérennisation des contacts.
- *CNRS* : L'ANEF participe à l'observation des commissions de recrutement du CNRS (action de la mission pour la place des femmes au CNRS). Beaucoup d'observations ont déjà été faites et vont être dépouillées. Le bilan a été réalisé sous la houlette de Nicole Mosconi et Rose-Marie Lagrave. Lola Gonzales a été

recrutée pour rédiger ce bilan. On attend le rapport pour voir ce que ça donne. La procédure d'enquête utilisée était-elle la plus adaptée ? Les résultats seront-ils disponibles pour la journée du 10 mars à Toulouse ?

- *Archives de l'ANEF* : Annik Houel a pris contact avec la responsable du Centre d'archives du féminisme d'Angers (le volet universitaire des Archives du féminisme) pour proposer de donner les archives de l'ANEF de la période d'avant 2010 environ. Le dossier passera devant une commission, qui acceptera ou non notre don (il devrait être accepté). La procédure devrait prendre au moins une année.

C.A. du 22 avril 2016

Présentes : Isabelle Collet, Sylvie Cromer, Erika Flahault, Annik Houel, Julie Jarty, Hélène Marquié, Geneviève Pezeu, Françoise Picq.

Excusées : Nicole Décuré, Yvonne Guichard-Claudic, Véronique Perry.

RENCONTRES AVEC LE SDFE ET L'EX-MIPADI EN JANVIER ET EN AVRIL 2016

- Pour le SDFE, sollicité sur le projet « Structuration d'un réseau de réseaux féministes francophones », il est un peu tard dans l'année pour obtenir des financements en 2016. Il est suggéré de faire, de manière urgente, un projet avec budget prévisionnel sur trois ans jusqu'en 2018, date du 8^e congrès féministe et du lancement programmé de ce réseau de réseaux. Par ailleurs, le SDFE sollicitera l'ANEF pour des interventions lors de forums régionaux qui vont être organisés par les droits des femmes et les partenaires.
- Une subvention a été demandée à l'ex-MIPADI pour organiser un nouvel atelier en novembre 2016 sur la prise en charge du harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur et la recherche.

JOURNÉE DE L'ANEF

Date envisagée : vendredi 14 octobre 2016

Thème : Études genre et mobilisation féministe : filiation, rupture et invention. Comment se redéfinit le féminisme (les féminismes) ?

Cette journée se terminera par l'A.G. de l'ANEF.

PRÉSIDENTE DE L'ANEF

Sylvie Cromer démissionne de la Présidence de l'ANEF en prenant la direction scientifique du GIS Institut du Genre. Geneviève Pezeu entre dans le Triumvirat.

RECENSEMENT GENRE ÉSPÉ ARGEF / ANEF

Suite à la séance de novembre à la DGSIP où Isabelle Collet représentait l'ANEF et Sigolène Couchot-Schiex représentait l'ARGEF, il a été décidé d'établir une carte de France des formations égalité en ÉSPÉ. L'ex-MIPADI devrait financer le recensement et le site Web.

DIVERS

Révision de la plaquette de l'ANEF

Révision du plafond de la cotisation réduite : 30 € jusqu'à 2 300 € de revenu, 45 € au-dessus.

C.A. du 16 juin 2016

Présentes : Isabelle Collet, Sylvie Cromer, Nicole Décuré, Annik Houel, Geneviève Pezeu, Françoise Picq et Isabelle Matamoros (EFiGiES).

ACTUALISATION DES STATUTS

Les statuts avaient été volontairement rédigés de façon ambiguë : avec un statut d'adhérente et un autre d'association sans distinction de sexe. Le débat mixité/non-mixité se posait de façon aiguë à l'époque où les études féministes émergeaient. Aujourd'hui nous sommes d'accord pour accepter des hommes remplissant



les critères des statuts et acceptés par le Conseil d'administration. Mais il nous semble inutile de modifier formellement les statuts tant que nous n'avons pas de problème.

JOURNÉE DE L'ANEF ET A.G.

Le choix de date se reporte sur le 3 décembre.

Thème : Quels changements dans le féminisme depuis 20 ans ?

L'ANEF avait organisé en 1997 une journée « Études féministes, militantisme et mouvement des femmes ». Ce document pourrait servir de point de repère pour évaluer certains changements.

EFiGiES

EFiGiES dépouille son enquête sur la parentalité et fera une journée de retour pour laquelle nous participerons financièrement, comme toujours. Il est envisagé une publication papier sur les droits des étudiant.e.s.

VADE-MECUM ET HARCÈLEMENT SEXUEL : suite

Nous avons eu une subvention de l'ex-MIPADI pour les ateliers « Harcèlement sexuel » qui auront lieu les 8 et 9 décembre au MENESR.

SITE

Relance pour que les adhérent.e.s remplissent les fiches sur le site et suppression des fiches des personnes qui n'ont pas adhéré depuis longtemps.

Faire une rubrique spécifique : « Nos adhérentes publient ».

C.A. du 14 octobre 2016

Présentes : Isabelle Collet, Sylvie Cromer, Nicole Décuré, Erika Flahault, Yvonne Guichard-Claudic, Annik Houel, Hélène Marquié, Delphine Naudier, Geneviève Pezeu, Françoise Picq.

- *Rencontre avec le HCE* : À l'occasion de sa rencontre annuelle avec les associations, le HCE (Haut Conseil à l'Égalité) a remis la publication « Avis pour une juste condamnation sociétale et judiciaire du viol et autres agressions sexuelles » à Laurence Rossignol, Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes et à Catherine Coutelle, Présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité de l'Assemblée nationale. Danièle Bousquet, la Présidente du HCE, demande une cohérence des mouvements féministes face à la prochaine échéance présidentielle, en particulier sur la base des rapports du HCE.

JOURNÉE ET A.G. DE L'ANEF LE 3 DÉCEMBRE

L'idée d'organiser une journée de l'ANEF avec l'A.G. est abandonnée. À la place, il y aurait une conférence. Deux pistes : conférence gesticulée et présentation de la Trouvaille (association d'éducation populaire) ou conférence de Martine Storti. La question du lieu est encore en discussion.

Candidates nouvelles à l'ANEF : Marion Tillous et Doriane Montmasson.

Anciennes candidates : Isabelle Collet, Sylvie Cromer, Nicole Decuré, Erika Flahault, Annik Houel, Hélène Marquié, Geneviève Pezeu, Françoise Picq.

Restent tout de même parmi nous dans les commissions : Yvonne Guichard-Claudic (Commission Publications) et Delphine Naudier (Commission Réseau).

ENVELOPPE PARLEMENTAIRE

C'est un financement à demander très en avance, maintenant pour 2018, et sur un sujet spécifique, dans une fourchette de 5 000 à 8 000 € en sollicitant le/la député.e, le/la sénateur.trice en fonction de ses interventions faites au Parlement. Nous demanderions une subvention pour le congrès CIRFF, à l'occasion du lancement du réseau, pour financer des déplacements ou pour le colloque international sur le harcèlement de 2018.

RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DES DROITS DES FEMMES

Demande de rendez-vous à Laurence Rossignol.

SITE

Courrier de rappel aux membres de l'ANEF pour les inciter à remplir leur fiche pour l'annuaire.



© ND

Paris, octobre 2016

VADE-MECUM

Les ateliers pour préparer l'actualisation du *Vade-mecum* sont confirmés et auront lieu les 8 et 9 décembre au MENESR, animés conjointement par la CPED et l'ANEF (CLASCHES ne peut se joindre à l'opération, par manque de forces vives). Plus de 50 participant.e.s sont attendu.e.s. La nouvelle édition sera mise à jour suite aux ateliers et paraîtra en mars 2017.

4^e BIENNALE FÉMININS/MASCULINS

Sur le thème : « Géographies féministes : théories, pratiques et engagements », 1^{er}-2 juin à Paris.

Appel à communication sur différents thèmes dont : Comment les féministes peuvent changer l'institution. L'ANEF présentera une communication (réunion de travail programmée le 24 novembre).

Rapport moral : compte rendu d'activités 2015

Vie interne de l'association

- Le Conseil d'administration de l'ANEF (élu par l'A.G. du 16 janvier 2015) s'est réuni en 2015 à trois reprises : 16 janvier, 1^{er} juin, 11 septembre. Aucun C.A. n'a pu se tenir en région. EFiGiES a été invitée à intervenir dans chacun des C.A. pour des échanges d'information.
- Depuis 2013, le C.A. a souhaité élire un bureau qui puisse collaborer et se partager les responsabilités. C'est pourquoi la présidence est représentée par trois personnes : Sylvie Cromer, présidente, Erika Flahault et Françoise Picq, vice-présidentes. Isabelle Collet est trésorière et Nicole Décuré, secrétaire. Le triumvirat de la présidence se réunit régulièrement, notamment pour préparer les C.A..
- Outre les C.A., des sous-groupes se sont régulièrement réunis pour faire avancer les projets. Le C.A. fonctionne en commissions : commission Bulletin ; commission Site ; commission Partenariats ; commission Communication.
- L'ANEF diffuse régulièrement des informations sur les recherches et enseignements sur le genre aux adhérent.e.s sur sa liste de diffusion et plus largement sur son site rénové, enrichi et désormais quadrilingue : www.anef.org.
- À l'A.G. du 16 mars 2015, les objectifs de l'année, issus du *Livre Blanc*, ont été fixés :
 - 1) Structurer un réseau féministe sur les recherches et les enseignements ;
 - 2) Renforcer la lutte contre les violences dans l'ESR.

Activités

Axe 1 : Promouvoir l'institutionnalisation des études et des enseignements sur le genre

Pour l'ANEF, les recensements des études et enseignements genre sont plus que jamais nécessaires. Cela semble d'autant plus important dans le contexte des attaques sur le genre. De plus, suite au colloque organisé par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) à Dakar, « Femmes universitaires, femmes de pouvoir ? » les 13 et 14 novembre 2014 auquel l'ANEF a participé, un réseau de femmes universitaires responsables a été mis en place par l'AUF. L'ANEF a donc lancé l'idée de structurer un réseau féministe francophone.

L'ANEF a porté ce projet au 7^e congrès féministe francophone (CIRFF) du 24 au 28 août 2015 à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) « Penser Créer Agir les

féminismes. De la révolution des savoirs au changement social », en organisant un atelier « Structurer un réseau féministe des femmes universitaires » (2 séances) qui a permis d'alimenter les réflexions autour des projets de mise en réseau de l'AUF (promotion des femmes à l'université) et de l'ANEF (réseau féministe d'universitaires), avec la participation d'universitaires africaines.

C'est dans ce cadre de réflexion sur la diffusion des études féministes et des études de genre qu'a été organisée la journée d'études ANEF / ARGEF le 16 mars 2015 sur le thème : « Quel genre de MOOC ? De la pertinence d'un cours en ligne en études de genre ». Voir compte rendu du *Bulletin* n° 65 de l'ANEF, pages 63 à 102.

Axe 2 : Implication dans les réseaux féministes français et internationaux : soutiens, interventions, participations et publications

L'ANEF est membre et participe activement aux activités des réseaux suivants :

- membre du réseau des associations du Centre francilien Hubertine Auclert (<http://www.centre-hubertine-auclert.fr/associations>) ;
- membre du collectif des Féministes en Mouvements (<http://feministesenmouvements.wordpress.com/qui-sommes-nous/>) ;
- membre du CNDF ;
- l'ANEF a adhéré en 2015 à la Coordination pour le Lobby européen des femmes CLEF.

Interventions

- Avec le collectif des Féministes en mouvements, organisation le 17 janvier 2015 d'une rencontre à la mairie du 4^e à l'occasion des 40 ans de la loi Veil, « Bougez pour l'IVG ».
- *Osez le féminisme*. Françoise Picq a fait la conférence d'ouverture à l'A.G. d'OLF.

Pétitions

L'ANEF a signé plusieurs pétitions qu'on retrouvera sur le site : <http://www.anef.org/?cat=67>.

Participations

- L'ANEF a participé le 3 septembre 2015 à la réunion annuelle du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes qui réunissait toutes les associations concernées pour établir un bilan de ses actions.
- Yvonne Guichard-Claudic a participé, pour l'ANEF, à l'Académie d'été du DIU de Rennes 2/UBO Brest sur les études de genre, à Rennes le 2 juillet 2015, consacré au thème « De la maternelle à l'université. Bilan et perspectives de l'égalité entre les filles et les garçons, 1984-2014 ».

Soutien

L'ANEF a apporté son soutien financier au répertoire sur les associations féministes en cours de publication à La Dispute.

Axe 3 : La lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans les établissements d'ESR

L'ANEF a fixé la lutte contre les violences comme une priorité étant donné le contexte : publication du *Guide CLASHES* ; enquête VIRAGE sur les violences de genre, mise en place de dispositifs d'écoute et d'orientation dans les universités.

Suite à la publication de son *Livre blanc*, dont le chapitre 5 s'intitule « Harcèlement sexuel et violences sexistes à l'université et dans l'enseignement supérieur », l'ANEF a été mandatée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MIPADI) pour organiser une journée de travail sur le harcèlement sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Cet atelier de travail, « Harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur et la recherche : quels dispositifs mettre en place ? », a été co-organisé avec le CLASHES et la CPED, partenaires incontournables sur ces questions, à Paris le 28 novembre 2014. Suite à cet atelier, un vade-mecum a été rédigé par les co-organisatrices.

LE VADE-MECUM

- a été présenté le 25 juin 2015 à la deuxième journée nationale des chargé.e.s de mission égalité, organisée à Rennes par le ministère ;
- remis au ministère en novembre 2015 ;
- figurait dans le dossier de presse de la ministre pour la journée du 25 novembre 2015 ;
- est téléchargeable depuis cette date sur le site de l'ANEF et des deux autres associations.

Voir le site ANEF pour plus d'informations : <http://www.anef.org/?p=1393> & <http://www.anef.org/?p=2418>

De plus, au 7^e congrès féministe francophone (CIRFF) du 24 au 28 août 2015 à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) « Penser Créer Agir les féminismes De la révolution des savoirs au changement social », l'ANEF a animé un atelier « Violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur » (2 séances) qui a eu beaucoup de succès avec des interventions très intéressantes (par exemple sur le traitement médiatique d'un viol collectif dans une équipe de hockey d'une université, etc.)

Axe 4 : *Bulletin* de l'ANEF - ISSN:1163-1422

Publication du *Bulletin* n° 65, hiver 2015, de 135 pages comprenant :

- les comptes rendus de l'A.G. et des C.A. de 2015 ;
- hommages à Nicole-Claude Mathieu, Michelle Bordeaux, Françoise Duroux ;
- compte rendu de la Journée d'études ANEF – ARGEF le 16 mars 2015 « Quel genre de MOOC, de la pertinence d'un cours en ligne en études de genre » ;
- présentation de l'Académie d'été du DIU de Rennes 2/UBO Brest sur les études

de genre, à Rennes le 2 juillet 2015 consacré au thème « De la maternelle à l'université. Bilan et perspectives de l'égalité entre les filles et les garçons, 1984-2014 » ;

- la vie des réseaux ;
- comptes rendus de livres et vidéos.

Axe 5 : Développement du site quadrilingue créé en 2014

Le site quadrilingue, entièrement recréé par Béatrice de Gasquet sous Wordpress en 2014, est animé par Érika Flahault avec le soutien de Nicole Décuré et Véronique Perry. L'ensemble des pages de présentation de l'ANEF est traduit en anglais, espagnol et allemand, ainsi que la version courte (4 p.) du « Plaidoyer pour l'institutionnalisation des études de genre » publié en 2012 par l'ANEF. La version longue (19 p.) est disponible en anglais seulement. L'ensemble des documents et informations publiés en anglais (publications, colloques, etc.) est rassemblé sur la partie anglophone du site.

Le site a vocation à regrouper et archiver le maximum d'informations et documents (officiels, militants ou de recherche), sur les sujets qui sont au cœur de nos missions. Il met ainsi à disposition des internautes :

- rapports, textes réglementaires, décrets français et européens (de 2000 à aujourd'hui),
- données statistiques et analyses scientifiques sur ces questions,
- communiqués de presse, lettres ouvertes et textes de pétitions,
- appels à communications et programmes de colloques et journées d'étude,
- enregistrement audio et vidéo.

On trouve bien sûr également l'ensemble des publications de l'ANEF disponibles en ligne :

- le *Bulletin* (à l'exception des deux derniers),
- les actes des journées,
- le plaidoyer,
- les rapports sur les enseignements sur le genre (RG1 et RG2).

Le site est actualisé toutes les semaines et s'organise en rubriques. La recherche de documents peut s'y faire par mots clés dans le moteur de recherche intégré ou dans le nuage de mots.

En 2015, le site s'est développé avec la volonté de donner plus de place aux adhérentes de l'ANEF — on peut donc consulter les CV des adhérentes — et de développer les échanges de liens et d'informations avec les associations et institutions intéressées. On trouvera donc de nouveaux liens.

Il reçoit en moyenne 200 visites par jour. Il est d'ailleurs bien référencé sur Google.

L'ANEF À L'HONNEUR

8 mars 2016

Cérémonie de remise de la Légion d'honneur
à Françoise Picq

Discours de Madame la ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Najat Vallaud-Belkacem

Mesdames et Messieurs les recteurs et les rectrices,
Monsieur le président du CNRS, cher Alain Fuchs,
Mesdames et Messieurs les inspectrices et les inspecteurs, les proviseurs, les
directeurs d'école et les enseignants,
Mesdames et Messieurs,

*Les droits des femmes ; l'égalité femme-homme ; voici autant d'enjeux essentiels à
mes yeux.*

Or, toutes les fois que j'ai eu l'occasion de le rappeler, j'ai souvent eu le droit à la
réponse suivante : « C'est normal, vous êtes une femme. »

Réponse banale, en apparence. Réponse pourtant très étonnante. Un homme qui se
consacre aux droits de l'homme est un humaniste. Son horizon est le bien commun.
Mais une femme qui défend les droits des femmes serait une sorte de lobbyiste,
avec pour seule perspective son intérêt personnel.

Mais les droits des femmes ne sont pas un domaine réservé aux femmes. Il ne s'agit
pas d'un nouveau hobby typiquement « féminin », qui prendrait, au XXI^e siècle, le
relais du macramé ou du tricot.

Si je défends les droits des femmes, c'est d'abord en tant qu'être humain ; en tant
que citoyenne d'une République dont la devise est « Liberté, égalité, fraternité » ;
en tant que démocrate et en tant que personne farouchement attachée à vaincre les
inégalités. Toutes les inégalités.

Voilà pourquoi cette question m'intéresse ! Voilà pourquoi elle nous concerne tous !
Et voilà pourquoi je voudrais vous parler d'une question essentielle. Brûlante.

Oui, en cette journée internationale des droits des femmes, je voudrais vous parler
des hommes.

*Il y a là un véritable enjeu : faire en sorte que les hommes se sentent concernés par
le féminisme, par la défense et par la conquête des droits des femmes.*

Et quand je dis concernés, je ne leur demande pas de nous prêter une attention plus ou moins réelle. Ou de le faire par pur altruisme, ou par générosité.

Ils doivent se sentir concernés car ils le sont réellement. Profondément.

Oui, ils ont un intérêt tout personnel à ce que l'égalité entre les femmes et les hommes cesse d'être un slogan pour devenir une réalité.

Je prendrai un seul exemple : celui du travail. Et un cas précis : les horaires des réunions. On a le sentiment que plus une réunion se déroule tardivement, plus elle a de prestige. Plus cela montre à quel point on est un bourreau de travail.

Pourtant, rien – absolument rien ! – n'interdit de tenir des réunions à 9 h du matin. Les sièges sont disponibles. Les salles aussi. Et l'on est souvent plus productif et plus efficace. Or qui lutte le plus souvent pour que cessent les réunions tardives ? Les femmes.

Pourtant les hommes en profitent également. Cela leur permet, à eux aussi, d'aller, par exemple, chercher les enfants à l'école. Mais cela constitue aussi un avantage si vous n'avez pas d'enfant.

Cela vous offre du temps libre. Et ainsi, vous avez davantage de liberté. Vous défendez une autre conception du travail, plus épanouissante.

Il en va de même si vous mettez fin aux inégalités salariales absurdes dont les femmes sont victimes. D'une part car cela ne vous enlève rien. Mais si vous êtes en couple avec une femme, cela augmente votre capital commun.

Et ouvrir des carrières à des femmes, notamment dans les domaines scientifiques, c'est aussi permettre un renouvellement et une diversification des profils qui favorisent l'innovation et le progrès en général.

Dans sa déclaration pour les droits des femmes, Olympe de Gouges demandait à ses contemporains : « Saurez-vous être justes » ? La question que j'adresse à mes contemporains sera beaucoup plus simple : « De quoi avez-vous peur ? »

Que se passe-t-il de si inavouable dans les conseils d'administration des grandes entreprises pour que si peu de femmes y soient présentes ?

L'autre remarque que je m'attire, et je ne pense pas que je sois la seule, lorsque j'évoque les inégalités entre les femmes et les hommes, est : « Le féminisme est un combat dépassé. L'égalité est aujourd'hui une réalité. »

Une réalité ? Pour de nombreuses femmes, la réalité qu'elles vivent est dramatique, et souvent insupportable.

L'égalité serait acquise ? Pourtant les études, les rapports, les statistiques prouvent le contraire. D'ailleurs il n'y a pas à chercher très loin. Mais simplement à regarder autour de nous.

Peut-être pas dans cette salle, car l'événement qui nous rassemble aujourd'hui est l'opportunité de rendre à des femmes d'exception un hommage bien mérité. Mais contemplant un instant l'entrée de ce ministère.

Peut-être n'y avez-vous pas prêté attention, mais en franchissant le seuil, vous êtes accueillis par une série de portraits : ceux des ministres successifs de

l'Éducation nationale. C'est très instructif : vous constatez ainsi que la pilosité évolue considérablement : on passe des favoris et des bacchantes à des moustaches plus discrètes, voire à des visages imberbes. La mode évolue. Mais une chose ne change pas : ce sont exclusivement des hommes.

Alors, oui, prochainement, cette galerie s'ornera d'un portrait féminin. Le premier. Les choses finissent donc par changer. Mais si lentement. Trop lentement. À la marge.

Et l'on constate, à longueur d'affiches, à longueur de spots publicitaires, et au fil des trombinoscopes des postes les plus importants, dans de nombreux domaines, que les femmes restent cantonnées à des stéréotypes qui ont – malheureusement – la vie dure.

Le combat reste d'actualité. Et c'est un combat qui nous concerne tous, comme le rappelle cette magnifique déclaration :

« L'admission des femmes à l'égalité parfaite serait la marque la plus sûre de la civilisation, et elle doublerait les forces intellectuelles du genre humain. »

D'ailleurs, l'auteur de cette phrase n'est ni Simone de Beauvoir, ni Benoîte Groult, ni Françoise Picq ici présente.

L'auteur de cette phrase est un homme. Un certain Henry Beyle, plus connu aujourd'hui sous le nom de Stendhal.

L'engagement pour la défense et la conquête des droits des femmes n'est donc ni un domaine réservé, ni une lutte obsolète : c'est une exigence universelle et contemporaine.

En tant que telle, elle a pleinement sa place dans l'École de la République. Oui, l'éducation a, dans ce domaine, un rôle essentiel à jouer.

Mais rappeler cette contemporanéité et cette dimension universelle du combat pour les droits des femmes n'empêche nullement de constater aussi des évolutions.

Voilà pourquoi nous pouvons prendre un moment pour savourer l'instant qui nous réunit aujourd'hui.

Oui, prenons le temps de contempler la scène que nous sommes en train de vivre.

Il n'y a pas si longtemps, convoquer des philosophes, des enseignants-chercheurs, des professeurs de mathématiques, des médecins et des formateurs en secourisme, des personnes ayant des responsabilités importantes à la tête d'institutions scolaires ou universitaires, nous aurait forcément conduits à contempler une assemblée d'hommes.

Ce n'est plus le cas.

Et avant de célébrer les femmes d'exception ici présentes, avant de rappeler vos parcours admirables qui illustrent aussi la diversité des profils et des métiers qui sont au cœur de ce ministère, je tiens à vous dire que c'est pour moi une réelle fierté que d'être votre ministre.

Oui, vous êtes dix femmes remarquables.

Et vous constituez aussi une source d'inspiration pour toutes ces filles qui sont encore sur les bancs de l'école. Grâce à vous, elles verront s'ouvrir devant elles des horizons nouveaux ; des perspectives qui, il n'y a pas si longtemps, leur étaient masquées, pour une seule raison : ce n'étaient pas des domaines pour les filles.

Aussi, à la galerie de l'entrée de ce ministère et au merveilleux aperçu qu'elle nous offre sur les évolutions historiques des modes capillaires, je répondrai par une autre galerie de portraits : celle des dix femmes que j'ai le plaisir et l'honneur de décorer aujourd'hui, avec vous. [...]

Françoise Picq, maître de conférences à la retraite, militante féministe

« En ce temps-là, la vie était plus belle, et le soleil plus brûlant qu'aujourd'hui ». C'est par ces vers de Prévert que vous inaugurez, chère Françoise Picq, votre conférence donnée à l'occasion des 40 ans du Mouvement de Libération des Femmes.

Et pourtant, au fil de votre parcours, vous n'avez jamais été nostalgique, ou passéiste. Vous avez sans cesse ausculté le présent avec une acuité et une vigilance sans failles. Vos écrits ne seront donc jamais des feuilles mortes que l'on ramasse à la pelle. Ils nous parlent tout autant du passé que de l'époque actuelle.



© Isabelle Teboul-Grumbach

Najat Vallaud-Belkacem et Françoise Picq

De notre temps, vous explorez et vous exposez la complexité. Vous reprenez les enjeux, alors même que les luttes n'ont plus la clarté d'antan. Lucide et engagée, vous avez toujours su conserver, même au cœur des mouvements les plus passionnés, une lucidité, et une exigence intellectuelle constante.

Depuis les journées de la Cartoucherie jusqu'aux colloques les plus récents, en passant par le premier congrès des études féministes à Toulouse en 1982 – le premier d'une longue série qui viendra scander votre parcours – au fil de ces événements multiples vous êtes restée un esprit libre, ouvert aux autres, et en même temps d'une fermeté inébranlable sur vos principes.

Sans jamais trahir, sans jamais renoncer, vous avez lié la recherche, le travail de la pensée, à votre engagement sur le terrain.

M'adresser à vous en cette journée du 8 mars est d'ailleurs à la fois une évidence, étant donné la force de votre engagement féministe, et en même temps un exercice périlleux. Je m'aventure, j'en suis consciente, sur un territoire que vous connaissez bien, et que vous avez inlassablement arpenté. Ainsi, vous avez montré que ce 8 mars qui nous rassemble aujourd'hui a longtemps revendiqué des origines douteuses, qui tenaient plus de la mythologie que de l'histoire au sens strict.

Enseignante et chercheuse, maître de conférences, vous avez mis en place les associations d'études féministes, d'abord régionale, avec l'APEF, puis nationale, depuis 1989, avec l'ANEF. Constamment engagée, vous montrez jour après jour que les études féministes, à l'instar de la sociologie, sont un sport de combat.

Permettez-moi cependant d'utiliser un vieux cliché, en l'inversant : derrière chaque grande femme, il y a un homme. Je tiens donc à saluer le rôle joué par votre conjoint, qui fut un partenaire de vie et de pensée et bien plus encore. Il a été à vos côtés aussi bien dans un château sans eau courante que dans les différents endroits où vous a mené votre parcours.

Vos écrits nous rappellent, si besoin était, que vous êtes de la lignée de ces grandes femmes dont la France peut s'enorgueillir. Et si certains aiment à célébrer l'importance des Simone dans l'histoire du féminisme, je crois qu'il ne faut pas oublier les Françoise, et parmi celles-ci, Françoise Picq.

Françoise Picq, au nom du Président de la République et en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous vous faisons Chevalier de la Légion d'honneur.

26 mai 2016 : Fête de l'ANEF

LES ÉTUDES FÉMINISTES À L'HONNEUR

L'ANEF est heureuse de vous inviter à fêter la Légion d'honneur de sa coprésidente

Françoise Picq

qui lui été remise le 8 mars 2016 par la ministre de l'Éducation nationale,

Najat Vallaud-Belkacem.

Françoise, honorée pour son engagement féministe,

les études féministes en général et l'ANEF en particulier le sont aussi.

Lors de cette rencontre avec des ami.e.s, la famille, des militant.e.s, des chercheur.e.s, le parcours de Françoise sera évoqué par Michelle Perrot et par ses amies : depuis le Groupe d'études féministes de Paris 7, les Conférences des Moulins (d'Andé et de Shaker Mill Farm), en passant par le développement des études féministes avec le Colloque de Toulouse en 1982 et la création des associations d'études féministes, APEF puis ANEF.

Ensemble nous nous réjouissons des étapes franchies et évoquerons les projets.

Rendez-vous donc jeudi 26 mai à 18 h

Cocktail jusqu'à 20 h 30

à la Mairie du X^e arrondissement, 72 rue du Faubourg Saint Martin, 75010 Paris,

Salle des mariages.



© Catherine Deudon

Discours de Michelle Perrot : Françoise Picq : une femme en mouvement

Chère Françoise,
Le 8 mars 2016, tu as été décorée de la Légion d'honneur par la Ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem. C'était une reconnaissance publique de ton action personnelle et collective, pour l'égalité des sexes, la libération des femmes et la promotion de la recherche féministe dans l'Université, à laquelle tu as consacré tant d'énergie, notamment par le biais de l'ANEF dont tu as été la fondatrice, l'animatrice, la pré-

Michelle Perrot

sidente (1992-2000) et dont tu es, actuellement, vice-présidente. La République n'a pas tellement de moyens de reconnaître les mérites de ses citoyens. Elle oublie souvent ses citoyennes. On ne peut que se réjouir de cette décoration, qui t'honore et honore toutes les femmes. Et dont le vieux *Torchon brûlé* eût sans doute frémi. Mais tu as souhaité une fête amicale et plus intime, où l'on puisse se retrouver de manière plus décontractée, évoquer plus longuement, plus librement aussi, ton parcours, ton chemin dans l'histoire : l'histoire du MLF et de son intégration dans une société qu'il a si profondément contribué à changer. Tu as été, Françoise, tu es à jamais, une actrice et un témoin de ce mouvement, une de ses premières historiennes aussi, par ton livre de 1993, avec cette double qualité qui te caractérise : « proximité et distance ».

C'est ce que je voudrais très brièvement évoquer, sans avoir de titre particulier à le faire, sinon celui de notre rencontre des années 1970, de nos convictions partagées (en dépit d'une différence d'âge qui créait forcément une différence de position : tu créais, je me ralliais), d'une connivence sans cesse réaffirmée et approfondie avec le temps. Je pourrais dire, comme Perec : « Je me souviens ». Je me souviens du GEF (1974), du Moulin d'Andé (colloque de 1976), de ta soutenance de thèse sur « la théorie du droit maternel » (1979), du colloque de Toulouse en 1982, « Femmes, féminisme et recherches », de l'ATP « femmes » du CNRS, d'un voyage en Inde (Calcutta, Bénarès, Delhi), merveilleux en dépit des transports chaotiques et des problèmes de communication qui te rendaient si anxieuse de tes filles. C'était avant Internet, avant le portable et l'accès au téléphone était difficile.

D'abord, je ferai un bref survol chronologique, où il n'est pas toujours facile de démêler le privé et le collectif, tant ils sont imbriqués.

Le temps des créations : les années Mouvement

Tu es une enfant de l'après-guerre, et presque du baby boom. Fille de médecin et d'une « mère au foyer », comme on disait alors, tu es née en 1944, dans une fratrie de quatre. Tu es étudiante dans les années 1965-1970. Droit à Assas où les bagarres politiques étaient rudes ; sociologie à Censier-Sorbonne, DES de science politique à Paris I : ces choix indiquent ton goût pour la pluridisciplinarité. Dès 1969, tu es chargée de cours à Censier et à Dauphine, lieu décisif tant sur le plan politique que personnel. Tu rencontres Tiennot Grumbach, dirigeant de *Vive la Révolution*, que tu rejoins avec Nadja Ringart. Faut-il rappeler que Tiennot Grumbach sera le compagnon de toute ta vie, et le père de vos deux filles, Julie et Amélie ?

C'est une période effervescente, marquée par Mai 1968, la floraison des groupes gauchistes, où il n'est pas encore vraiment question des femmes. 1970, c'est encore « l'année zéro ». Le MLF s'affirme à partir de 1970 et tu y es vite et activement engagée, surtout après la dissolution de VLR en avril 1971. Tu participes alors à toutes sortes de groupes, souvent basés à Jussieu (groupe du jeudi, le GEF, dont tu fus un pilier), à des journaux, comme *Le torchon brûle*, à d'innombrables actions et manifestations pour le droit à l'avortement (Manifeste des 343 *salopes* en 1971, procès de Bobigny en 1972), puis pour la criminalisation du viol.

Cet engagement intense, la naissance de ta première fille en 1973, ne t'empêchent pas de poursuivre la recherche. Avec Nadja Ringart, tu entreprends en 1971 (sous la direction théorique d'Henri Lefebvre) une thèse sur « la dépossession des femmes dans l'histoire », magnifique sujet dont le titre même est révélateur des ambitions de l'époque : la prise de conscience de la « domination masculine », la volonté de déconstruction des savoirs et des discours. Entreprise impossible sans doute. Tu changes de sujet, de directeur, de thème et sous la direction de Lucien Sfez, tu soutiens en 1979 une thèse de science politique, « *Sur la théorie du Droit maternel, discours anthropologique et discours politiques* ». Lectrice heureuse de cette thèse, puisque je faisais partie de ton jury, je voudrais témoigner de son originalité et de sa nouveauté. Elle prend à bras le corps les théories de Bachofen qui faisait du matriarcat l'état primitif des sociétés humaines. Théorie reprise par Engels dans « les origines de la famille, de la propriété et de l'Etat ». Pour lui, c'est le capitalisme qui a perverti la situation des barbares heureux et explique « la grande défaite du sexe féminin ». Seule la Révolution permettra de recréer une famille égalitaire. Théories éminemment contestables, vision utopique d'une histoire rétrospective. Mais en 1979, c'était courageux de s'y attaquer. Il fallait affronter un double obstacle : marxiste (comment oser critiquer le grand livre d'Engels) et féministe aussi, certaines féministes ayant tendance à valoriser ce matriarcat imaginaire, et à prendre les Amazones non comme un mythe de la pensée, mais pour la réalité d'un état perdu. Dans cette démarche, on mesure l'exigence intellectuelle de Françoise

qui n'a jamais sacrifié le militantisme à la quête de vérité. Je continue à regretter que cette thèse n'ait jamais été publiée. Elle a été corroborée par maintes recherches ultérieures¹.

Tu étais alors chargée de cours à Dauphine et cette thèse t'a permis d'y devenir MCF, en 1986 seulement, en raison de la rareté des postes et de la lenteur des promotions. Ta carrière professionnelle est désormais liée à cette université. Tu vas y déployer une activité intense, pour la recherche et pour les femmes. Sans qu'on te titularise comme Professeur, titre pour lequel le CNU t'avait cependant qualifiée en 2006. Tes choix disciplinaires et tes engagements ne sont sans doute pas indifférents à cette situation.

Le temps des fondations

Après le temps des créations, vient celui des fondations, des enracinements. Enracinement à Dauphine, où tu poursuis une activité intense : comme vice-présidente du CEVU ; comme chargée de mission à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Mais surtout plus largement en contribuant à l'institutionnalisation des études féministes dans l'Université, selon un processus qui s'amorce dans les années 1980, bénéficie de l'écoute de l'État, mais suppose une action continue à la fois en direction du pouvoir et en direction des femmes, pas toujours d'accord entre elles. Tu as théorisé cette pratique (« Le triangle de velours et le pouvoir universitaire : une expérience »), qui exige de conjuguer expertise universitaire, engagement féministe, directives ministérielles.

Je rappellerai quelques dates : 1982, le colloque de Toulouse, « Femmes, féminisme et recherches » ; 1984, ATP du CNRS (dont Maurice Godelier était directeur), intitulée « Recherches sur les femmes, recherches féministes », qui a sélectionné et financé durant quatre ans 68 projets de recherche.

Surtout, en 1989, création de l'ANEF (Association nationale des études féministes), en réponse à une résolution du Parlement européen. Tu lui consacres désormais une énergie considérable sur plusieurs registres : collecte, rassemblement, publication, communication... des informations relatives aux recherches sur les femmes, au sens le plus large du terme. À une époque dépourvue d'Internet, où courrier, téléphone, fiches et dossiers demeuraient les instruments de travail quotidiens, il y fallait beaucoup de temps et de persévérance. D'une certaine manière, c'était aussi la préfiguration d'un réseau social.

Je voudrais, pour finir, tenter de dégager les caractères de l'action de Françoise Picq.

Françoise est une femme engagée, et engagée pour les femmes, avec une rare constance, depuis les années d'étudiante, 1967-1970, et sans désespérer jusqu'à

1. Cf. le tome I de *l'Histoire des femmes en Occident*, sous la direction de Pauline Schmitt, Paris, Plon, 1991, notamment le texte de Stella Georgoudi.

aujourd'hui, comme en témoigne le texte autobiographique publié récemment aux éditions Indigènes². Il s'agit d'un féminisme universaliste, dans la lignée de Simone de Beauvoir, réservé devant les risques du différencialisme, alors soutenu par le pôle psychanalytique que représentait Psych et Po.

Cet engagement s'accompagne d'une exigence intellectuelle qui accorde beaucoup d'importance à la recherche, féministe et sur les femmes, et à l'écriture. Recherche personnelle incarnée dans la thèse de 1979, le livre de 1993, publié dans la collection de Monique Cahen « Libres à elles »³, et devenu un classique, et de très nombreux articles, notamment dans *Les Temps modernes*, dans *Travail, genre et société*, et de nombreuses contributions à des colloques, scientifiques ou/et militants. En soi, la bibliographie de Françoise témoigne du chemin parcouru par les études féministes.

Cette recherche est marquée par la pluridisciplinarité, visible dans les choix disciplinaires initiaux et dans l'action universitaire, notamment à Dauphine, où Françoise Picq n'a cessé de défendre le rôle des sciences sociales et humaines dans un milieu plutôt technocratique et gestionnaire et de soutenir l'importance du genre dans un environnement qui l'ignorait. Animée par une certaine foi dans la République et dans le rôle de la fonction publique et de l'État, Françoise Picq a été une actrice de premier plan de l'implantation des études féministes à l'Université. Avec une dimension européenne et internationale qui ne cesse de s'affirmer et de se développer.

Fidèle à ses convictions, à ses engagements, à ses amitiés aussi, consciente de la fragilité et de la fugacité des temps, Françoise Picq a un grand souci de transmission⁴, dont l'ANEF est, dans une certaine mesure, l'instrument et le témoin. Transmettre aux nouvelles générations l'acquis de recherches qui constituent plus qu'une accumulation primitive, désormais un véritable « champ », transmettre la mémoire de ce qui a été fait et de l'histoire vécue sont des tâches majeures auxquelles elle ne cesse de s'employer aujourd'hui.

Exigence, fidélité, générosité, action... Tout cela méritait bien une médaille.

Mais surtout une place dans l'histoire des femmes.

Et dans nos cœurs.

2. Françoise PICQ, *Féministe encore et toujours*, Montpellier, Indigènes éditions, 2012.

3. Françoise PICQ, *Libération des femmes. Les années Mouvement*, Paris, Seuil, 1993.

4. Françoise PICQ, « La transmission de Simone de Beauvoir », *Les Temps modernes*, 2008.



© Catherine Deudon

G. Pezeu, F. Picq, L. Kandel, S. Cromer

Discours d'Annik Houel (lu par Sylvie Cromer)

Cet historique de l'ANEF a été préparé dans ses grandes lignes par Annik Houel, forte de sa longue expérience de chercheuse et de militante féministe au sein de l'ANEF, et présenté par Sylvie Cromer, en s'appuyant sur le liminaire figurant dans notre *Livre Blanc* (*Le genre dans l'enseignement supérieur et la recherche. Livre Blanc*, Paris, La Dispute, coll. « Le genre du monde », 2014), et l'audition de Françoise Picq et Geneviève Pezeu par la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée Nationale le 18 mai 2016 (http://videos.assemblee-ationale.fr/video.3940574_573c5709d139e.delegation-aux-droits-des-femmes--audition-sur-les-etudes-de-genre-18-mai-2016).

L'ANEF prend origine dans le colloque historique de Toulouse de 1982, « Femmes, Féminisme et Recherche », à l'Université de Toulouse-Le Mirail, avec le soutien institutionnel et financier du ministère de la Recherche, du ministère des Droits des femmes et du CNRS. Ce colloque connut un immense succès, avec plus de 800 participant.e.s, 144 communications, près de 1100 pages d'actes⁵. Il permit le lancement de l'Action thématique programmée (ATP) « Recherches féministes, recherches sur les femmes », par le département des Sciences de l'Homme (sic) du CNRS, alors sous la direction de Maurice Godelier : 68 projets de recherche financés sur quatre ans, plusieurs rencontres et colloques, ainsi que de très nombreuses

5. AFFER, *Femmes, féminisme et recherches, actes du colloque national*, Toulouse, décembre 1982, Editions AFFER, 1984. Les principaux chapitres de ces actes ainsi que les interventions des conférencières présentes au colloque sont mis en ligne sur le site : <http://w3.msh.univ-tlse2.fr/arpege/spip.php?article90>.

publications. Il fit naître les premières associations de chercheuses, régionales dans un premier temps, grâce auxquelles nous sommes là ce soir. Citons l'APEF (Association pour la Promotion des Études Féministes) en Île-de-France, l'AFFRA (Association Femmes, Féminisme, Recherches) en Rhône-Alpes et bien d'autres encore en PACA, Midi-Pyrénées, Centre, etc. Parallèlement, il fut négocié, via le ministère des Droits des femmes et celui de l'Éducation nationale, la création de quatre postes de maîtres de conférences, fléchés « études féministes ».

Malheureusement ce premier pas éclatant n'a été l'amorce que d'un processus très lent puisqu'aujourd'hui encore, quelques décennies et années plus tard, il nous faut encore œuvrer pour l'institutionnalisation des études sur les femmes, des études féministes ou sur le genre.

Dans ce contexte d'ébullition intellectuelle et militante naquit l'Association nationale des Études féministes en 1989, à l'issue de longues et difficiles tractations et de compromis divers, dont les statuts gardent trace : mixité / non mixité, définition plus ou moins restrictive de la recherche féministe. L'ANEF s'est fixée dès ses origines deux objectifs essentiels :

- développer, diffuser et valoriser les enseignements et les recherches « féministes, sur les femmes et sur les rapports de sexe et de genre » à tous les niveaux d'enseignement,
- inciter à la création de postes, d'équipes et de programmes de recherche dans les organismes publics, parapublics et privés d'enseignement, de formation et de recherche.

Elle a précisé aussi les moyens opérationnels pour organiser le milieu de la recherche féministe et assurer la légitimité de l'association :

- informer, grâce à son bulletin et aujourd'hui son site particulièrement fourni ;
- maintenir des « relations d'échange, de respect mutuel et de solidarité entre ses membres », sans oublier la « défense des intérêts professionnels et moraux » et la « lutte contre les discriminations sexistes » ;
- travailler en partenariat et développer « l'action concertée auprès des pouvoirs publics, régionaux, nationaux et internationaux », comme cette soirée en atteste.

Nous vous faisons grâce de quelques années d'histoire pour insister plutôt sur le contexte favorable à l'institutionnalisation des recherches (1995-2012), grâce à une dynamique internationale et européenne : la conférence mondiale de Pékin, les pressions européennes pour inclure le « genre » dans les recherches et les enseignements, les appels d'offre aux universités grâce au Fonds social européen (FSE). C'est ainsi que virent le jour diverses structures : les Missions égalité des universités, le Portail genre, le Centre Louise Labé, le groupement de recherche MAGE (Marché du travail et genre), etc. En 1997, le retour de la gauche au gouvernement donna un élan législatif et réglementaire en faveur de l'égalité, avec des lois sur la parité, des plans d'action, la promotion d'une nouvelle politique de *gender mainstreaming*.

Les années 2000 furent marquées par une analyse systématique de l'enseignement supérieur, avec des études à la fois sur la place des femmes et sur les recherches existant sur le genre. En 2000, une chargée de mission à l'égalité auprès de la Direction des enseignements supérieurs (DES) publie un état des lieux des statistiques des universités pour que chacune des 88 universités dispose de la photographie de son propre établissement, distinguant selon le sexe, les étudiant.e.s, les enseignant.e.s et le personnel administratif. Plusieurs études s'ensuivirent, sur « Les enseignantes-chercheuses à l'université »⁶ et sur « Les femmes dans les filières de l'enseignement supérieur »⁷. En 2001-2002, eut lieu le Recensement des enseignements et recherches sur le genre (RG1), à l'initiative conjointe de la direction de l'Enseignement supérieur et de la direction de la Recherche au ministère de la Recherche. Il s'agissait de collationner, au niveau national et dans toutes les disciplines, les enseignements et les laboratoires prenant en compte le genre. Son traitement, financé par le service des Droits des femmes, a été assuré par l'Association nationale des études féministes. Le recensement montrait notamment que, malgré le très faible nombre (moins d'une dizaine) de postes d'enseignant.e.s-chercheur.e.s spécialisé.e.s en études sur les femmes (« études féministes » ou « genre »), près de 400 cours, dans toutes les disciplines des sciences humaines et sociales, avec d'assez grandes disparités entre les spécialités, relevaient de la thématique du genre.

C'est d'ailleurs dans les années 2000 que commence à s'imposer une nouvelle génération de chercheur.e.s revendiquant le genre comme catégorie d'analyse. Nombre d'entre eux et elles se retrouvent grâce à l'association de jeunes chercheuses et chercheurs en études féministes, genre et sexualités (EFiGiES), créée en 2003, qui vise à créer de la solidarité entre étudiant.e.s, doctorant.e.s et jeunes chercheur.e.s en Études Féministes, Genre et Sexualités à travers une mise en commun de savoirs et d'informations, notamment grâce à une liste de diffusion, des ateliers et des séminaires. En 2002 s'était constituée CLASCHES pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles dans l'ESR. Beaucoup d'autres associations verront le jour, jusque la dernière en date l'ARGEF, Association de Recherche sur le Genre en Éducation et Formation. Ces nouvelles associations sont pour l'ANEF l'occasion de renouveler/d'enrichir ses réflexions et d'approfondir son travail en réseau.

Avant de laisser la parole à Erika pour présenter nos projets, je voudrais, en notre nom à toutes, remercier chaleureusement Françoise d'avoir associé l'ANEF à sa médaille. En effet, l'ANEF ne serait pas ce qu'elle est sans Françoise, alors que Françoise serait très certainement sur d'autres fronts, sans nous, mais toujours aux combats d'avant-garde.

6. Huguette DELAVAUULT, Noria BOUKHOBZA, Claudine HERMANN, *Les enseignantes-chercheuses à l'université : Demain la parité ?* L'Harmattan, 2002.

7. Laurence BROZE, Huguette DELAVAUULT, Julianne UNTERBERGER, *Les femmes dans les filières de l'enseignement supérieur : rapport à Francine Demichel*, 2000. media.education.gouv.fr/file/98/7/5987.pdf



© Catherine Deudon

Erika Flahault

Discours d'Erika Flahault

Au riche bilan des dernières années, fait suite un projet tout aussi riche dans lequel Françoise occupe un rôle toujours central.

L'ANEF continuera, pour les années à venir, à porter les revendications du *Livre Blanc*.

Deux axes prioritaires ont été dégagés, qui se déclinent en différentes actions, à plus ou moins long terme. Ces actions mobilisent des moyens variés et mettent en œuvre des partenariats indispensables.

Le premier axe concerne la défense de l'institutionnalisation des études féministes et études sur le genre, qui a toujours été au cœur des missions de l'ANEF. Dans cette perspective, la prochaine journée de l'ANEF, prévue le 14 octobre 2016, aura pour thème « Études de genre et mobilisations féministes : filiations, ruptures, inventions ». Elle sera l'occasion d'inviter des associations féministes, récentes ou plus anciennes, à venir échanger sur ce thème et à présenter leurs démarches. Par ailleurs, l'ANEF s'associe à l'ARCEF (Association de recherche sur le genre en éducation et formation) pour réaliser, à l'automne 2016, un recensement des enseignements à l'égalité filles-garçons dans les ESPÉ. L'objectif de ce projet, soutenu par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, est de créer un site internet sur lequel une carte interactive permettra de localiser les lieux ressources. À moins courte échéance, l'ANEF participe également à l'organisation du prochain Congrès international des recherches féministes dans la francophonie, dont la 8^e édition se tiendra à Paris en 2018. Françoise fait partie des membres de l'ANEF qui œuvrent au Conseil scientifique du congrès et elle projette de réaliser l'historique des congrès. Enfin, l'un des gros chantiers de l'ANEF pour les années à venir est la structuration d'un réseau féministe francophone,

dénommé « Étoile », en partenariat notamment avec l'AUF (Agence universitaire de la francophonie). Là encore, Françoise est au cœur de l'action.

Le second axe prioritaire pour les années à venir s'inscrit dans la lutte pour la levée du tabou sur les violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur et la recherche. Nos actions dans ce cadre s'articulent autour du *Vade-mecum* que l'ANEF a publié en novembre 2015 avec ses partenaires CLASCHES (Collectif de lutte anti-sexiste contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur) et CPED (Conférence Permanente des chargé.e.s de mission Égalité Diversité des établissements d'enseignement supérieur et de recherche) : *Le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur et la recherche ; Vade-mecum à l'usage des établissements*. D'une part il s'agit de poursuivre la diffusion du *Vade-mecum*. À cet effet, les trois associations organisent un panel « Taking into account sexual harassment, gender-based violence and sexist behaviour in higher education and research » dans le cadre de la 9^e Conférence européenne sur l'égalité de genre dans l'enseignement supérieur, à Paris le 13 septembre 2016. La démarche du *Vade-mecum* y sera présentée et mise en perspective avec d'autres contextes nationaux (Espagne, Tchéquie, Italie). La diffusion passera également par la formation. En effet, la démarche du *Vade-mecum* sera déclinée dans la formation « Enjeux d'une politique globale de prévention des risques psycho-sociaux » de l'AMUE (Agence de mutualisation des universités et établissements d'enseignement supérieur ou de recherche) le 7 novembre 2016. D'autre part, le grand chantier des mois à venir pour cet axe est celui de l'actualisation du *Vade-mecum* en vue de publier en 2017 une seconde édition. L'actualisation sera construite, comme pour la première édition, à partir d'un atelier de travail collaboratif sur deux journées, les 8 et 9 décembre 2016, organisé et animé avec la CPED. Le travail portera à la fois sur l'actualisation des informations, la mise à jour des annexes décrivant les dispositifs existants et la rédaction d'un chapitre supplémentaire sur la formation. À partir de 2017, des rencontres de différentes natures seront organisées pour présenter la nouvelle édition, en complément des informations transmises sur les listes et mises en ligne sur le site de l'ANEF.

Enfin, au service de toutes ces activités, le site Internet de l'ANEF poursuit son développement. Il se veut un espace ressource largement accessible et régulièrement actualisé. On y recense aussi bien les activités de l'ANEF (l'ANEF organise, participe, publie, se mobilise, soutient) que ses publications (pour la plupart en ligne ; pour le *Livre Blanc* et pour le *Vade-mecum* imprimé, les bons de commande sont disponibles sur le site) ; mais aussi des publications institutionnelles, académiques ou militantes sur les thèmes de nos missions (textes en ligne mais aussi documents audio ou vidéo), des sites ressource ou/et partenaires et, bien sûr, le bulletin d'adhésion. Attention, le site de l'ANEF n'a pas vocation à recenser tout ce qui se fait en études de genre aujourd'hui : un poste à temps plein serait nécessaire et la liste EF-L y pourvoit.

Pour mener à bien ces activités, l'ANEF fonctionne en commissions et accueille de nouvelles adhérentes. Et pour achever de vous convaincre d'adhérer et de participer à nos activités, la dernière dimension de notre projet est la tenue régulière de C.A. toujours aussi conviviaux et gourmands !

Discours de Françoise Picq

Cette cérémonie, d'autant plus libre qu'elle n'est pas la cérémonie officielle de remise de la médaille, est l'occasion d'un bilan de ma vie, intellectuelle et militante, mais de ma vie toute entière parce que je ne distingue pas.

Je voudrais d'abord remercier Michelle Perrot pour ses compliments, Sylvie Cromer et Erika Flahault et toute l'équipe de l'ANEF qui a rendu possible cette rencontre.

Mon père disait « tout choix est un renoncement ! ».

Être une femme de ma génération, c'était la possibilité de ne pas choisir comme nos mères entre famille et travail ; ne pas dépendre d'un homme, ne pas sacrifier quoi que ce soit « pour les enfants » et le leur faire payer toute leur vie.

J'ai rencontré le mouvement de libération des femmes à l'âge où on construit son projet de vie. Cela tombait bien.

Le MLF, je l'ai souvent dit, a été une quête d'identité collective : « Qui suis-je ? Qu'est-ce qu'une femme ? » C'était aussi l'interrogation de départ de Simone de Beauvoir.

Mais nous avons la chance de nous la poser collectivement, dans l'après-Mai 68, en prolongement du projet révolutionnaire de « Changer la vie ».

C'est ce contexte d'utopie révolutionnaire et de mise en commun de l'interrogation qui a permis que nous ne soyons pas obligées de choisir comme Simone de Beauvoir entre « être une femme » et « être un être humain ». Nous n'avions pas besoin comme elle de nous « identifier aux hommes » pour tracer notre chemin « vers la libération ».

Même si chacune pouvait tirer plus d'un côté ou de l'autre, le mouvement de libération des femmes à ses débuts tenait les deux bouts, comme l'exprime si bien le mot d'ordre de Christiane Rochefort sur une banderole du 26 août 1970 : « Un homme sur deux est une femme ».

J'ai fait corps avec le mouvement de libération des femmes, dans ce projet politique.

Dans un deuxième temps je suis devenue historienne du féminisme.

Et mes rapports avec le mouvement féministe ont changé. Comme a dit Françoise Basch, j'ai posé sur ce mouvement « un regard un peu distant ».

En fait je tenais les deux bouts de l'analyse subjective et de la vérification sociologique de mes intuitions. Le GEF (Groupe d'études féministes de l'Université Paris 7) a été, pour moi, la transition entre le mouvement des femmes et les études féministes. J'ai écrit : « Les études féministes sont le fruit de la rencontre, de la



© Catherine Deudon

Françoise Picq

confrontation et finalement du compromis entre les exigences féministes et les exigences scientifiques⁸ ».

Des compromis j'en ai fait, mais je n'ai pas choisi, et je n'ai pas renoncé.

L'étape suivante est celle de l'institutionnalisation des études féministes.

Le colloque de Toulouse (décembre 1982). Mon objectif dans ce colloque : organiser le milieu de la recherche féministe afin que nous puissions peser sur les décisions. Cela a été difficile à Toulouse, où régnait encore le climat spontanéiste et antiélitiste du MLF, et à quoi s'ajoutait la résistance occitane au « projet de Paris ».

Tandis que la plupart des organisatrices du Colloque constituaient le Conseil scientifique de l'ATP⁹, je choisissais de m'investir dans la structuration du milieu de la recherche féministe. Cela a été d'abord la création de l'APEF (association pour la promotion des études féministes, Région Paris Île-de-France), dont Hélène

8. Françoise PICQ, « Du mouvement des femmes aux études féministes », in *Vingt cinq ans d'études féministes, l'expérience Jussieu*, Publications universitaires Denis-Diderot, 2001.

9. Voir dans le même ouvrage, Liliane KANDEL, « Un tournant institutionnel : le colloque de Toulouse » ; Hélène ROUCH, « Recherches sur les femmes et recherches féministes », l'Action Thématique Programmée du CNRS ».

Rouch a été la première présidente (pour déposer les statuts), j'en ai été la première présidente élue, plus tard Michèle Ferrand m'a succédé.

Vers 1989, un conflit s'est développé avec l'équipe du *Bulletin* qui prétendait s'autonomiser de l'association et même se situer en surplomb (car le *Bulletin* était celui de l'APEF et de l'association lyonnaise AFFRA). En même temps les associations régionales avaient pu mesurer leur impuissance et la nécessité de se coordonner au niveau national. Encouragées par une déclaration du Parlement européen, nous avons décidé de constituer une association nationale. J'ai d'abord choisi de ne pas prendre de responsabilités dans l'ANEF, étant donné les conflits préalables. Mais j'y suis vite revenue, d'abord pour être déléguée au niveau européen (le Service des droits des femmes ayant demandé à l'ANEF de prendre en charge cette responsabilité, j'ai été désignée comme représentante pour la France du réseau européen ENWS / REEF, European Network Women Studies / Réseau Européen Études Féministes).

L'ANEF c'est ma vie, c'est mon prolongement, mon centre de gravité, la seule de mes activités où je ne me sente pas en décalage.

Carrière universitaire

J'ai été assistante puis maître de conférences à Dauphine, pendant quarante ans ; mais je ne pouvais guère y enseigner sur mes thèmes de recherche. Je me suis pourtant investie dans cette Université puisque j'ai été vice-présidente pendant sept ans et chargée de mission à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes quand l'occasion s'est présentée. Alors j'ai réussi à lancer quelques pistes, dans un climat très difficile¹⁰. La limite a été évidente quand j'ai pris ma retraite et que la Commission de spécialistes a choisi celui qui allait me succéder, en prenant soin que celui-ci ne prolonge en rien ce que j'avais initié.

J'ai donc fait toute ma carrière universitaire dans la même université. Je n'ai pas réussi à être nommée prof à la voie longue, ni à être recrutée dans une autre université où mes compétences auraient été mieux employées. J'y étais quand même assez bien parce qu'on y jouissait d'une grande liberté pédagogique, que j'y ai eu de très bonnes relations avec des collègues, tout un environnement amical et syndical. N'empêche qu'aujourd'hui Dauphine n'est pas représentée dans cette assemblée (les seuls collègues avec lesquels je suis restée en relations n'ont pas pu être là). Et puis Dauphine m'a apporté énormément puisque j'y ai rencontré l'homme de ma vie.

Ne pas choisir et ne pas renoncer, c'était aussi réussir ma vie privée, c'est-à-dire construire un nouveau mode de relations de couple, un nouveau modèle familial : ce que j'ai analysé des transformations du modèle familial et sexuel initié par le mouvement féministe des années 1970 et des changements qui ont suivi dans la société.

Pour l'essentiel j'ai réussi. C'est-à-dire que j'ai vécu plus de quarante ans d'amour, sans renoncer ni à une vie en couple ni à mon autonomie. Nous avons su être

10. Françoise PICQ, « Le triangle de velours et le pouvoir universitaire : une expérience », www.francoise.picq.fr.

libres ensemble, nous avons été parents sans cesser d'être amants et nous sommes devenus vieux sans être adultes.

Aujourd'hui bien sûr cet équilibre est rompu, et c'est pour cela que maintenant je boite.

Réussir ma vie privée c'était aussi transmettre l'essentiel à mes filles, les accompagner sans les entraver, les suivre dans leurs choix de vie même s'ils différaient des miens. Je n'aurais peut-être pas été capable d'élever des garçons, mais je pense être une bonne grand-mère pour mes petits-fils, autant que pour ma petite-fille.

C'est peut-être parce que j'étais très isolée dans mon université que l'ANEF a été aussi importante pour moi. Je m'y suis investie totalement, pendant des décennies, comme présidente ou vice-présidente le plus souvent, mais aussi comme simple membre du C.A. à certains moments.

L'objectif de l'ANEF, c'est toujours l'institutionnalisation des études féministes, mais sa fonction a changé au fil des décennies.

D'abord groupe de pression, elle agissait pour le développement des études féministes, revendiquait la création de postes fléchés. L'ANEF était le seul regroupement d'études féministes en France. Comme groupe de pression, elle a obtenu un certain nombre de succès (notamment avec la création de deux postes de MCF supplémentaires en 1991).

Ensuite, au tournant du siècle, le champ s'est développé et organisé (à partir de 1995 avec la création du MAGE, des revues *CLIO*, *TGS*, des associations disciplinaires, du RING¹¹).

D'autre part, ont été créées les missions pour l'égalité à la Direction de l'Enseignement supérieur du ministère de l'Éducation nationale et au ministère de la Recherche, à la mission pour la place des femmes au CNRS. Et l'ANEF s'est imposée comme experte dans le champ des études féministes (RG1, RG2, *Livre Blanc*, *Vade-mecum*) dans ses rapports avec les institutions. L'ANEF est devenue une espèce d'institution.

C'est vrai que j'aurais beaucoup de mal à imaginer quitter l'ANEF, passer à autre chose, parce que je peux m'y épanouir, y agir collectivement. Bien sûr, au fil des ans, il y a eu du renouvellement à l'ANEF ; l'ouverture aux jeunes générations n'a pas toujours été facile, mais on a finalement réussi à trouver un équilibre.

En ce qui concerne le positionnement politique de l'ANEF, nous nous reconnaissons dans l'analyse d'Alison Woodward du « triangle de velours ».

C'est ce que nous avons voulu exprimer dans cette rencontre. L'ANEF y a invité de nombreuses chercheuses féministes de différentes générations, qu'elle aurait aimé compter parmi ses membres (ou espère encore le faire) ; mais aussi ses partenaires institutionnelles, responsables successives des missions égalité du ministère de l'enseignement supérieur (Armelle Lebras Chopard, Agnès Netter), du CNRS (Anne

11. Voir ANEF, *Le genre dans l'enseignement supérieur et la recherche : Livre Blanc*, La dispute, 2014.



© Catherine Deudon

Pépin), du SDFE (Emmanuelle Latour, Stéphanie Seydoux), et puis au niveau régional de l'Institut Émilie du Chatelet et du Centre Hubertine Auclert (Clémence Pajot et Julie Muret). L'Agence Universitaire de la Francophonie aurait dû être représentée, mais Dragana Drincourt a eu un empêchement de dernière minute.

Pour le troisième côté du triangle, nous avons invité nos partenaires associatives puisque nous avons eu la chance de voir resurgir une nouvelle génération de militantes féministes. Ce qui m'a donné une nouvelle jeunesse... et un nouvel objet d'études.

En fêtant les 40 ans du MLF en 2010 (avec toutes mes amies d'alors qui le sont restées et dont beaucoup sont là aujourd'hui), nous avons ranimé la flamme (celle de l'Arc de Triomphe) et fait la jonction avec cette nouvelle génération avec les rencontres féministes d'été (en 2011, 2012 et 2013). Nous avons constitué « Féministes en mouvements », un collectif informel, qui rassemble des associations féministes de plusieurs générations autour de projets (parmi lesquelles, en plus des rencontres féministes, il y a eu pendant la campagne des présidentielles de 2012, l'interpellation des candidats (ce qui nous a permis d'obtenir un ministère des Droits des femmes de plein exercice ; ministère qui a alors fait avancer grandement la cause). En janvier 2016 nous avons célébré les 40 ans de la Loi Veil. Il y a eu aussi (en marge des FEM) la campagne des Européennes où nous avons constitué des listes « Féministes pour une Europe solidaire ».

Pour moi, les FEM c'est le bonheur du lien récréé entre les générations féministes. C'est aussi le lien retrouvé entre recherche et engagement militant, comme un retour aux origines des études féministes.

Projets pour l'avenir

Comme Erika Flahault l'a exposé, l'ANEF travaille à la construction d'un réseau de la recherche féministe dans la francophonie. Et avec d'autres à l'organisation du 8^e Congrès international de la recherche féministe dans la francophonie (qui aura lieu à l'Université Paris 10 Nanterre fin août 2018).

De façon plus personnelle, comme un retour sur mes analyses et réflexions de toute une vie, je suis en train de réaliser, avec l'aide de Marie Krumpe Goldsztejn, ici présente, un site personnel mais tout est toujours beaucoup plus long que prévu¹².

12. Le site francoisepicq.fr est en ligne.

IN MEMORIAM

Hommage à Benoîte Groult, l'évasion exemplaire d'une romancière devenue une écrivaine féministe

Benoîte Groult est née en 1920, à Paris, dans une famille bourgeoise cultivée. Son père est décorateur et sa mère dispose de sa propre maison de couture. Dans sa notice du *Who's who*, figure, dans la rubrique « Membres illustres », le nom de son oncle, le couturier Paul Poiret. Diplômée d'une licence en lettres classiques, Benoîte Groult débute sa vie professionnelle comme professeure de français au Cours Bossuet entre 1941 et 1943. Veuve quelques mois après son premier mariage, elle commence à travailler comme journaliste à la Radio Télévision Française (RTF), en 1944, où elle rédige notamment les messages de flashes d'information. Elle épouse le journaliste Georges de Caunes dont elle divorce, puis se marie avec l'écrivain et éditeur Paul Guimard en 1952. Elle est mère de trois filles.

L'activité d'écriture fait partie de ce qu'elle qualifie de « discipline familiale ». Sa mère lui faisait écrire tous les soirs son journal, contribuant ainsi à sa socialisation littéraire: « On a été, avec ma sœur, habituées à tous les jours raconter les événements de la journée, décrire les voyages qu'on faisait. En voyage, on nous obligeait même à lire en public et on nous critiquait du point de vue littéraire »¹. Elle publie d'ailleurs ses trois premiers livres avec sa sœur Flora, en 1962, chez Denoël (où son mari est éditeur) alors qu'elle pensait la littérature réservée aux hommes. Elle publiera seule, principalement chez Grasset, à partir de 1972, romans et essais à succès. Politisée, elle est dans l'orbite du Mouvement démocratique féminin et réalise l'interview télévisée de François Mitterrand en décembre 1965 où il sera question pour la première fois du contrôle des naissances en des termes politiques². Alors qu'elle est mariée, mère de trois enfants et quadragénaire, la décennie des années 1960, Mai 68 et l'émergence du mouvement de libération des femmes, vont contribuer à son « évasion », terme qu'elle utilisera pour décrire son émancipation

1. Entretien accordé à Delphine Naudier en 1998. Ce texte, retravaillé pour le *Bulletin* de l'ANEF, est, en partie, issu de la thèse de Delphine Naudier *La cause littéraire des femmes. Modes d'accès et modalités de consécration des femmes dans le champ littéraire (1970-1998)*, Paris, EHESS, 2000.

2. Bibia PAVARD, Florence ROCHEFORT, Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Les lois Veil. Les lois événements fondateurs. Contraception 1974, IVG 1975*, Paris, Armand Colin, coll. « U Histoire », 2012. Pour regarder cette interview : <http://player.ina.fr/player/embed/CAF94038505/942245/93ea451c2e5e74ffd0a3a2982e7e1c10/425/319/0>.

de l'emprise patriarcale³ : « Jusqu'à cet âge, j'ai eu l'impression de vivre une vie rétrécie où il me manquait quelque chose. J'ai appelé cela le calcium : j'étais rachitique du côté des structures mentales car je n'avais jamais entendu parler du féminisme. Il n'y a que lorsqu'on est féministe et femme que les choses s'arrangent et que l'on peut vivre sa vie toute entière »⁴.

Romancière connue, elle n'est pas identifiée parmi les féministes engagées publiquement dans les luttes pour le droit à la contraception et pour le droit à l'avortement : « J'étais si peu considérée comme une féministe qu'en 1971 personne ne m'a proposé de signer la Déclaration sur l'avortement, connue sous le nom de « Manifeste des 343 salopes ». Je le regretterai toute ma vie. Quand je vois les noms des signataires (Delphine Seyrig, Christiane Rochefort, Colette Audry, Ariane Mnouchkine, Marina Vlady, Marguerite Duras, Dominique Desanti...), je me dis que ma place était parmi ces femmes que j'admire »⁵. Cette absence est le double effet de sa non-reconnaissance parmi les écrivaines et intellectuelles médiatiques et de sa non-participation en tant que militante aux collectifs féministes issus des rangs du monde académique et de la jeunesse étudiante.

Benoîte Groult appartient, en effet, au monde du journalisme où elle signe des articles sur des sujets relatifs aux femmes, notamment dans *Elle*. Sa distance au mouvement, liée en partie à l'effet d'âge, la situe en marge du mouvement féministe. Mais dès les années 1970, et notamment en 1975, prise par l'engouement pour la « cause des femmes » et l'année de la femme, elle publie chez Grasset un essai pamphlétaire, *Ainsi soit-elle*, qui connaît un énorme succès éditorial. Ce livre lui permet de préciser sa position à l'égard des féministes. Si elle explique son silence médiatique par l'intériorisation de la domination masculine et la difficulté à s'affranchir d'une éducation catholique et bourgeoise, le contexte féministe lui permet de s'évader, de se défaire de cette emprise. Elle invente sa propre position dans l'espace de la cause des femmes sans être affiliée à aucun groupe. C'est de son activité principale, celle d'écrivaine, qu'elle investit le féminisme. Elle entre dans l'arène féministe en 1975, en justifiant ainsi sa prise de position :

Je ne suis pas inscrite au MLF. Ou trop vieille... ou trop heureuse... ou trop privilégiée dans ma vie personnelle pour avoir le courage de militer. Mais mon cœur est avec ces femmes et ces filles-là, sans lesquelles rien ne se fait. Pour ne parler que de la dernière bataille, sans Bobigny, sans le M.L.A.C, sans Choisir, pourquoi le gouvernement se serait-il lancé dans cette difficile aventure qu'était la révision de la loi de 1920... Je suis reconnaissante aux femmes américaines qui ont brûlé symboliquement leurs soutiens-gorge, toute révolte a besoin de symboles... Et même les femmes qui les haïssent ont bénéficié du courage de chacun des mouvements féministes. J'aimerais qu'elles le

3. Benoîte GROULT, (entretiens réalisés avec Josyane Savigneau), *Histoire d'une évasion*, Grasset, Paris, 1997 : et son autobiographie *Mon évasion*, Paris, Grasset, 2008.

4. *La Presse*, 25 septembre 1997.

5. Benoîte GROULT, *Histoire d'une évasion*, Grasset, Paris, 1997, p.137.

sachent ou qu'elles le sentent, car c'est le livre de l'amitié que je voudrais écrire ou plutôt le livre de ce qui n'existe pas encore, d'un sentiment et d'un mot qui n'est pas dans le dictionnaire et qu'il faut bien appeler, faute de mieux, la « fraternité féminine »⁶.

Elle crée sa place dans le mouvement des femmes en glissant du genre romanesque à l'essai en publiant *Ainsi soit-elle* à l'âge de 55 ans, alors que ses succès littéraires sont davantage des succès publics que loués dans le champ littéraire. Elle dit à ce propos : « Je n'ai été considérée (du moins avant *Ainsi soit-elle*), ni comme une vraie féministe, ni comme une vraie romancière »⁷ [...] « C'est sans doute dans l'espoir d'acquérir un peu plus de légitimité que j'ai voulu écrire un essai pamphlet sur les femmes »⁸.

En écrivant un essai féministe, elle inaugure un nouveau genre. De romancière, elle devient écrivaine, et signe ainsi son entrée parmi les féministes tout en leur restant distante. Elle dresse un constat de la condition féminine dans le monde, tout en écrivant sur le mode de l'humour le dévoilement de la domination masculine :

C'était l'année de la femme en 1975, alors tous les éditeurs se sont dit : « Mais il faut qu'on publie quelque chose sur les femmes ». Alors je tombais très bien, je l'écrivais [Ainsi soit-elle] depuis deux ans et pendant cette année-là, je dois dire qu'il y a eu un accueil très favorable, [...] j'ai été portée par une actualité qui m'a aidée. Et puis comme le livre a eu un succès énorme, il a été traduit en plusieurs langues de manière tout à fait imprévue, parce qu'il y avait de l'humour alors que dans les livres féministes jusque-là... celui de Simone de Beauvoir qui est le livre fondateur on peut dire, mais qui était très sérieux, et tout à coup ce livre-là, parce que vingt ans après l'âge du sérieux, on peut commencer à rigoler de sa condition mais c'était important de dominer par le rire, et je crois que pour ce livre-là, le succès vient plus de là que des idées qui étaient dans l'air du temps [...] alors là, ça m'a installée dans le monde littéraire aussi parce que c'était un livre très écrit, c'était pas un truc universitaire rébarbatif. Alors là, j'ai acquis un statut d'écrivain beaucoup plus que d'écrivaine, vous voyez, je continue à dire ça »⁹.

Avec ce succès, sa carrière prend son essor. En 1976, elle co-écrit un livre pour enfants avec sa sœur Flora Groult aux éditions *Des Femmes*¹⁰, lieu d'édition des « différentialistes ». En 1977, *Le féminisme au masculin*¹¹ est publié dans la collection de Colette Audry. Elle marque alors son ancrage féministe au côté des « égalitaristes », en publiant un répertoire des hommes qui, de Poulain de la Barre à Condorcet, ont défendu la « cause des femmes ». Sa position féministe se construit en circulant entre les tendances opposées théoriquement, d'un genre à l'autre,

6. Benoîte GROULT, *Ainsi soit-elle*, Grasset, 1976, p. 26-27.

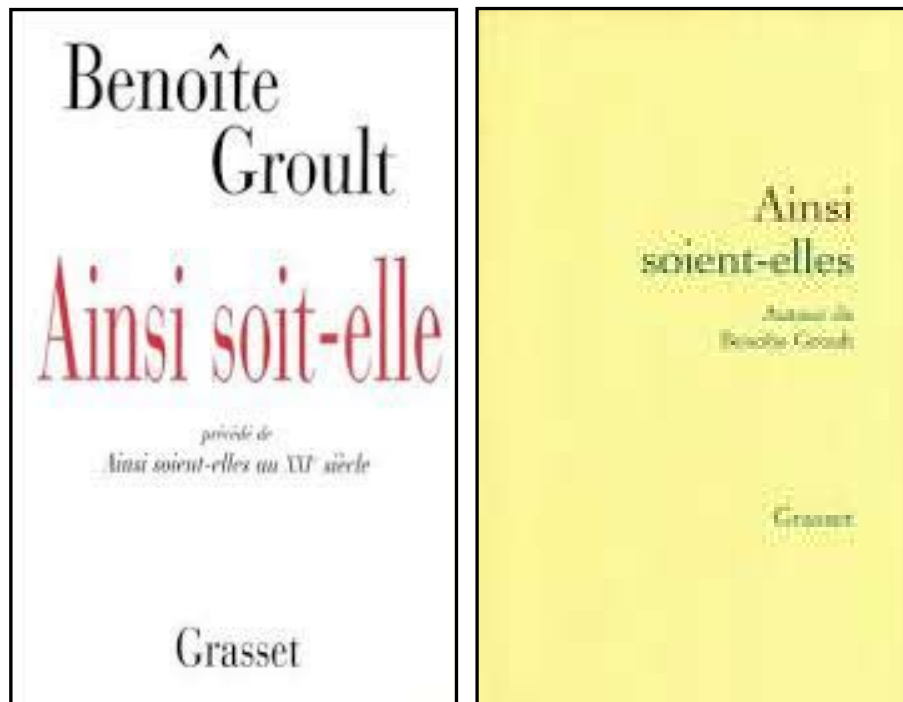
7. Benoîte GROULT, *Histoire d'une évasion*, Grasset, Paris, 1997, p. 137.

8. Benoîte GROULT, *Histoire d'une évasion*, Grasset, Paris, 1997, p. 142.

9. Entretien accordé à D. Naudier en 1998.

10. Benoîte GROULT, Flora GROULT, *Histoire de Fidèle*, Des Femmes, coll. Du côté des petites filles, Paris, 1976.

11. Benoîte GROULT, *Le féminisme au masculin*, Denoël-Gonthier, coll. « Femmes », Paris, 1977.



inventant une position œcuménique, intermédiaire, tenable parce qu'hors-jeu des clivages théoriques où se joue la révolution sociale et symbolique en matière de droit des femmes.

Forte de sa notoriété, elle est sollicitée en 1982, sur recommandation d'Elisabeth Barbier, auteure de *Les gens de Mogador*, dans un des jurys les plus prisés du champ littéraire, le Femina, exclusivement constitué de femmes.

Benoîte Groult poursuit sa carrière de féministe en associant son nom à celui de Claude Servan-Schreiber en devenant éditorialiste du magazine *F.Magazine*, dont elle part deux ans plus tard lorsque ce périodique commence à péricliter et à prendre de nouvelles orientations beaucoup plus conservatrices. À soixante ans passés, son engagement dans la lutte pour les droits des femmes la conduit à présider, à la demande d'Yvette Roudy, la « commission de féminisation des noms de métier fonction, titre ou grade », en 1984. Cette fonction va lui valoir de s'opposer à l'Académie française, qui mène une campagne de presse pour discréditer cette commission.

Parallèlement à son activité de romancière, elle publie des textes (*Olympe de Gouges*, en 1986) et des biographies de féministes historiques telles que Pauline Rolland (en 1991) et *Ainsi soit Olympe de Gouges* (en 2013), cultivant ainsi sa volonté de transmettre l'héritage des idées et pratiques d'émancipation des femmes. Benoîte Groult recevra les insignes d'Officier (16 mars 1995), de Commandeur (2 avril 2010), puis Grand officier (25 mars 2016) de la Légion d'honneur et de Grand officier de l'Ordre national du mérite (2 décembre 2013). En 2011, Benoîte Groult fait don de ses archives au Centre des Archives du féminisme à Angers et,

en 2013, Catel publie chez Grasset une bande dessinée intitulée Ainsi soit Benoîte Groult, signe de sa reconnaissance parmi les écrivaines et intellectuelles féministes. Benoîte Groult est décédée le 20 juin 2016.

Delphine Naudier

Hommage à Anne-Marie-Houdebine

Lettre de Véronique Perry à Anne-Marie Houdebine

À mon amie, ma mère spirituelle, mon guide : ni un hommage, ni un femmage, une ode en prose, un truc assez personnel entre elle, moi, la linguistique et le genre, un truc que j'aimerais lire à voix haute place de la République à Paris ou sur les allées Jean-Jaurès à Toulouse.



©Véronique Perry

Véronique Perry et Anne-Marie Houdebine

Toulouse, le 9 décembre 2016

Chère Anne-Marie,

Cette sale histoire de départ précipité, c'est une aberration ! C'est du grand n'importe quoi ! Alors je vais te le dire : je suis très triste car je suis en train de taper ces mots non pas pour t'écrire, non, mais pour **écrire sur toi**. C'est très **difficile pour moi**, tu t'en doutes. Je ferai donc quelques pauses, je citerai d'autres personnes qui ont déjà su parler de ta « disparition soudaine » et du vide que tu laisses. Pour remplir ce vide, qui dépasse la perte de tout ce que tu aurais pu encore dire et publier, je vais, pour ma part, tenter de **jouer d'artifices**, de pirouettes et de circonvolutions, je vais intégrer des signes graphiques **gras en italiques**, des guillemets lourds, plus ou moins heureux. Je vais aussi tenter « d'avoir du style », et d'être légère, un peu, mais je vais surtout **essayer d'être à la hauteur**, quand même.

Je suis donc vraiment en train de l'écrire, ce texte à paraître, alors que ça fait presque deux mois que je tergiverse, que je ne veux l'admettre, que je préfère me taire, alors que forcément, cette réalité me transperce. Allons ! Un peu de tenue ! Toi, pour que nous continuions à avancer, tu dirais « **Au travail !** ». C'est ce que m'a rappelé Cécile Mathieu¹², ce jour d'octobre 2016, quand j'ai appris que, **toi et moi**, nous ne nous parlerions plus. Je sais que je vais parler de **moi à travers toi**, bien sûr, je ne suis pas dupe, mais « sans me vanter », j'ai eu vraiment beaucoup de chance de te connaître.

Écrire sur toi, c'est admettre que tu ne liras pas ce texte, même si peut-être **ton esprit volette** par là et regarde mes doigts hoqueter sur le **clavier froid**, sur cet **artifice en plastique** qui nous sert à communiquer, par petites touches, nos idées, à les taper, à les tordre, à les modeler pour les transmettre plus largement ; à les arranger, soit, mais jamais à les soumettre, **non**, heureusement ! « Courage » et « énergie » sont des mots qui reviennent souvent pour évoquer ta personne, ton personnage, **tes combats et tes engagements féministes**, à mille lieues de la froideur intellectuelle et des mondanités bien pensantes qui souvent fondent l'habitus des élites. Je retiendrai ton écoute bienveillante, ta chaleur, tes sourires, tes rires et cette grâce qui te portait lors de tes interventions privées ou publiques. Tu allumais des étoiles dans nos yeux, tu consolais nos errances dans ce milieu universitaire si austère, si cloisonné, si discipliné. Et maintenant que tu es partie vers les mondes inconnus, nous nous sommes également reconnues « tes filles », comme tu nous nommais, **toutes ensembles, au féminin pluriel, orphelines**.

Dans un mail du 18 octobre, en réponse à un message de Pierrette Vachon-L'heureux, qui a tant œuvré aussi comme toi pour la féminisation au sein de l'Office Québécois pour la Langue Française, je disais : « Oui, nous sommes tous et toutes sidérées, mortifiées, vidées. Ses étudiantes et **suivantes officielles et officieuses**, les membres de *Sémiologie Actuelle*, Cécile Mathieu, Katia Nossenko, Sandra Tomc¹³... Et tant d'autres qu'elle captivait avec ses airs de reine et ses impératifs qui pouvaient être si dérangeants pour certaines ou certains. Pas très académique, parfois, mais toujours impérieusement et rigoureusement scientifique. Sublime et innovante, sans arrêt militante. Toujours en quête... ».

12. Cécile MATHIEU, qui a soutenu en 2008 sa thèse *Analyse des fondements théoriques d'une grammaire de la langue française selon Damourette et Pichon*, sous la direction de Colette Feuillard, a également travaillé sur « le destin du signifiant saussurien au sein de la théorie psychanalytique de Jacques Lacan et celle sémiologique d'Anne-Marie Houdebine » (Communication au colloque de l'Association Française de Sémiotique en novembre 2007). Voir aussi, par exemple : Mathieu Cécile, « Sexe et genre féminin : origine d'une confusion théorique », *La linguistique*, 2/2007 (Vol. 43), p. 57-72.

13. Katia NOSSENKO (*Les sites web des réseaux féminins professionnels : analyses sémiologiques, linguistiques (lexicale, sémantique et discursive) communicationnelles*) et Sandra TOMC (*Approche interactionnelle de la différenciation sexuelle dans la conversation parents-adolescents*) ont respectivement soutenu leur thèse sous la direction d'Anne-Marie Houdebine en 2010 et 2006.

En 1997, quand j'ai déposé mon sujet de thèse¹⁴, je savais que **je n'avais rien à inventer** sur le genre en français et que tout avait déjà été pensé pour critiquer **l'emprise patriarcale et binaire du système**. Tu avais beaucoup écrit, comme Jackie Schön, comme Marina Yaguello, Jean-Rémi Lapaire et Wilfrid Rotgé pour l'anglais. Et tu savais, pour avoir été son étudiante, ce que disait Roland Barthes des catégories du genre sur la pensée : « La langue, comme performance de tout langage, n'est ni réactionnaire ni progressiste ; elle est tout simplement **fasciste** ; car le fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est **d'obliger à dire** [...] Je suis obligé de **toujours choisir**, en français, entre le masculin et le féminin ; **le neutre ou le complexe, me sont interdits** ». (*Leçon inaugurale au Collège de France*, 1977).

En poste d'ATER à l'Université d'Orléans (1999-2000), j'allais souvent à Paris et je t'ai rencontrée grâce à Margaret Bento qui m'avait donné ton ouvrage paru en 1998¹⁵. Tu m'as invitée dans un café place de la Sorbonne, croyant que je voulais être sous ta direction. **Un moment suspendu, je nous vois encore**. Tu n'aimais pas l'anglais, ça m'a fait peur. Je voulais rester inscrite à Toulouse, obstinément. « On n'a pas fait affaire », à l'époque, mais je n'ai cessé de te citer et de t'admirer. Tes propositions théoriques ont jalonné toutes mes hypothèses¹⁶. Tes engagements sur le volontarisme linguistique ont inspiré tous les miens¹⁷. Car l'un des outils complexes que tu nous lègues pour penser est « **l'imaginaire linguistique** » dont l'une de tes premières doctorantes, Cécile Canut, rappelle l'ancrage dans un texte publié le 17 octobre sur son blog :

14. Mon premier sujet de thèse portait sur l'analyse du lien entre « genre grammatical » et « symbolique du genre ». Je voulais travailler sur la « sémiologie des sexes » et proposer des applications pour l'enseignement du français langue-étrangère (FLE) à des publics anglophones. Mon terrain était composé de manuels de FLE parus entre 1962 et 1998 en France et aux États-Unis. Malgré ma détermination et mon inscription conceptuelle et institutionnelle transdisciplinaire (articulation des analyses linguistiques avec celles des « rapports sociaux de sexe »), ce travail non financé a dû être arrêté en 2004. Il a été réorienté sous la direction de Nicole Décuré (2007-2011) : *Aspects du genre dans la didactique de l'anglais* (disponible en PDF sur <http://thesesups.ups-tlse.fr/1464>).

15. Anne-Marie HOUDEBINE, *La féminisation des noms de métiers, en français et dans d'autres langues*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998.

16. « On peut poser, comme première sous-hypothèse, au niveau linguistico-symbolique, que le contact avec le tiers inclus de la langue anglaise peut induire un déplacement de la norme du genre des apprenants et apprenantes. Il peut permettre au sujet parlant de franchir un cap en observant les différentes configurations de genre proposées par une autre langue, un autre guide symbolique de la culture (Sapir) : il s'agit donc d'ouvrir les portes d'un nouvel 'imaginaire linguistique' (Thèse, 2011 : 149-150).

17. Voir la partie « Autoritarisme et insécurité linguistique en France » (Thèse, 2011 : 163-169) pour une analyse des débats houleux à l'occasion de l'installation officielle, en avril 1984, de la *Commission de féminisation des noms de métiers*, à la demande d'Yvette Roudy, alors ministre des Droits de la femme (1981-1986).

À la fois linguiste et psychanalyste¹⁸, Anne-Marie Houdebine est la première à avoir non seulement élaboré le concept d'imaginaire linguistique, mais surtout ouvert un champ d'études devenu indispensable à ce qu'on appelle la sociolinguistique ou l'anthropologie du langage — par lequel il s'agit de penser le langage non seulement dans la réalité de ses pratiques matérielles mais aussi dans celui de ses images, ses représentations et les fantasmes qu'il porte. Cette dimension déterminante du langage est aujourd'hui étudiée partout : qu'il croise l'inconscient ou les stratégies les plus calculées, l'imaginaire linguistique suppose que nous sommes parlés par le langage bien plus que nous ne le croyons¹⁹.

À la même période, j'échangeais beaucoup avec Claire Michard, qui était documentaliste à la Maison des Sciences de l'Homme et qui surtout terminait son long travail sur *Le sexe en linguistique*, à partir des discours de linguistes et d'anthropologues, travail qui paraîtra deux ans plus tard. Vous aviez tracé la voix mais restiez cependant dans l'ombre, ignorées ou amalgamées par les courants dominants.

C'est à ce moment-là que j'ai trouvé toute une mine d'articles (papier !) par et sur Edward Sapir, dont tu m'as confirmé par la suite qu'il avait bien inspiré André Martinet, ton enseignant et directeur²⁰. **La filiation était claire : elle venait de l'anthropologie linguistique anglo-américaine, très largement ignorée en France.** Alors je suis remontée aux fondements idéologiques de la linguistique comme science, dévorant de nouveau la recherche conceptuelle des premiers écrits pour comprendre comment cette épistémologie masquée en France avait eu des conséquences en didactologie des langues-cultures pour la communication. J'ai remonté le fil du genre et du langage dans **un labyrinthe** dont j'ai failli ne pas sortir.

Car parfois, **oui**, l'arrogance de la créativité masque l'écran, cet **artifice en miroir** qui, dans la solitude de l'écriture, nous porte à croire que nos idées peuvent être vraiment originales. Comme si **chacun-e** d'entre nous pouvait réinventer le **sens de l'humanité** : ici, au masculin enchâssé dans le féminin ; ou inversement, si l'on (y) voit **autre chose** ; au masculin sans le féminin, au féminin sans le masculin ; ou si l'on imagine toute **autre configuration de genre**, neutre, mixte, épïcène, ambigène, magique, ésotérique, trans-humain-e, ou que sais-je encore, juste pour voir.

18. Lire les textes de Maria Landau et Jean-Jacques Moscovitz, « Anne-Marie Houdebine n'est plus », sur le site de *Psychanalyse Actuelle* [<https://sites.google.com/site/psychanalyseactuel/le-blog/deces-annemariehoudebine>].

19. « Disparition d'une professeure », 17 octobre 2016 [<https://blogs.mediapart.fr/cecile-canut/blog/171016/disparition-d-une-professeure>]. Cécile Canut a soutenu sa thèse *Dynamique et imaginaire linguistiques dans les sociétés à tradition orale. Le cas du Mali en 1995*.

20. Le dernier article qu'André Martinet publia avant de mourir en 1999 fut « Genre et sexe ». *La linguistique*, 35-2, p.5-9.

Moi, le 17 octobre, j'ai posté ça sur ma page Facebook (message en accès public)
[...] Lors d'un échange passionnant avec Anne-Marie il y a quelques années sur la nécessité de **sortir du consumérisme** (industriel) et donc de la production des élites et des élus-élues, corrélative à l'esclavage des « autres », elle m'avait parlé de Pasolini, elle qui œuvrait aussi depuis toujours pour dénoncer l'horreur de la Shoah (et de l'industrialisation des génocides). J'ai donc retrouvé cet article sur Pasolini²¹, son assassinat et la perte mystérieuse de son témoignage où il montre en quoi « **le consumérisme est pire que le fascisme** »²². Ne pas diffuser les idées subversives, ne pas questionner l'idéologie dominante, faire taire les lanceurs d'alerte... Comme pour Sapir, tellement dénigré. À suivre, ma chère Anne-Marie et merci pour tout ce que je suis grâce à toi.

Et puis, le 25 octobre, **j'ai écrit à ton fils**

[...] Anne-Marie Houdebine, votre maman, voulait la paix, je crois, par-dessus tout, pour elle et les autres. La paix au travers de l'intelligence profonde des êtres, de la lucidité, de la recherche, des signes à analyser et à vivre, des relations, des connections et des partages. **C'était une femme profonde, riche et accomplie, multi-facette, multidisciplinaire, convaincue, convaincante, essentielle.** Elle donnait beaucoup, de sa connaissance comme de ses émotions, de ses analyses comme de ses trouvailles, de ses intuitions comme de ses convictions.

Je la pleure comme une petite fille qui a perdu son guide, sa mère spirituelle, comme une doctorante qui a lu ses écrits engagés, comme une jeune chercheuse qui a pris, elle aussi, des risques, comme une intellectuelle intransigeante face aux vanités disciplinaires du système universitaire français. Car Anne-Marie Houdebine, votre maman, m'a également montré comment garder courage.

J'écrirai toujours en son honneur. Je communiquerai toujours avec sa main sur mon épaule. Je cultiverai la paix et l'écoute pour que son esprit magnifique rejaillisse, par ricochet, sur d'autres que moi.

Alors à bientôt, ma chère Anne-Marie, car, tu vois bien, **tu n'es pas morte.**

21. Lire « Pasolini revient et il n'est pas content », par Eric Loret et Robert Maggiori, publié le 29 décembre 2011, [http://next.liberation.fr/cinema/2011/12/29/pasolini-revient-et-il-n-est-pas-content_784730].

22. Vidéo YouTube : « Pasolini... fascisme et société de consommation » [<https://www.youtube.com/watch?v=PtZCcwScGBE>].



© CNDF

Maya Surduts

Hommage à Maya Surduts (1937-2016)

Née à Riga (Lettonie) avant la guerre, petite fille juive cachée en France, émigrée militant contre le racisme, en Afrique du Sud, aux États-Unis, à Cuba... Maya a connu toute une vie avant de rencontrer le féminisme, qui est devenu son point d'ancrage. Du MLAC à la création de la CADAC (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception) et du CNDF (Collectif national pour les droits des femmes, 1995), elle a mené tous les combats. Elle est morte le 13 avril 2016. Les très nombreux hommages qui lui ont été rendus viennent de tous les coins de la vie politique : de l'extrême gauche, des partis et syndicats, des politiques et des institutions chargées des Droits des femmes, de la presse.

Le *Courrier de la Marche mondiale des femmes* en a rassemblé une grande partie dans son numéro 310 « Spécial Maya Surduts ». Une journée d'hommage a été organisée le 25 juin à la mairie du XIV^e, par ses ami.e.s de la CADAC et du CNDF où ont été invitées à s'exprimer des dizaines de personnalités qui l'ont connue dans les différents engagements de sa vie. C'est à cette occasion que Françoise Picq a fait cette intervention.

Hommage à Maya Surduts, féministe lutte de classes et anti raciste.

Unité du Mouvement des femmes, les années MLF

Lors de son interview par Carole Roussopoulos, réalisée pour le film *Debout !*, Maya raconte comment elle a été envoyée au MLAC par son organisation révolutionnaire, pour y faire du « travail de masse »²³. Ce n'est bien sûr pas le cas de toutes les « féministes lutte des classes », mais bien des féministes du MLF se méfiaient des femmes venues des organisations (trotskystes). Elles les voyaient comme des émissaires de ces organisations, doutant qu'elles aient fait cette rupture par laquelle elles-mêmes étaient devenues féministes. Elles se méfiaient du projet de ces militantes d'organiser le mouvement, c'est-à-dire de le remettre sur les voies du militantisme classique, quand il était la découverte d'une nouvelle façon de militer où on se situait « en tant que femme militant pour la libération des femmes, y compris la [sienne], et non en tant que militante politique professionnelle se penchant sur le problème de la libération de la femme »²⁴. On trouve trace de cette méfiance dans le numéro 2 du *Torchon brûle* où l'une s'adresse « aux sœurs des organisations, principalement trotskystes et maoïstes » tandis que d'autres scandent : « Quand j'entends, « Organisons le mouvement des femmes », je vois ROUGE »²⁵, disaient certaines.

Il semble en effet que ce qui distingue le courant « lutte des classes », ce n'est pas tellement la question de l'articulation de la lutte des femmes avec la lutte des classes. Ce débat-là est récurrent dans le mouvement des femmes : les enjeux et des protagonistes sont différents selon les moments ; les positions ne sont pas figées, les clivages se déplacent. Il a lieu avant 1970 entre Monique Wittig et Antoinette Fouque, il a lieu dans le groupe femmes de VLR²⁶ lors de sa première réunion en août 1970 ; il continue dans la première coordination des groupes de quartiers (1971-1972).

Ce qui distingue le courant « lutte des classes » qui se constitue en 1972, autour de la plateforme du Cercle Elisabeth Dimitriev « Sortir de l'ombre » (mai 1972), c'est le projet d'organiser le mouvement des femmes, dans lequel beaucoup voient une remise en question du fonctionnement informel et spontané du MLF.

C'est le féminisme qui a gagné. Il a transformé les militantes des organisations politiques plus que l'inverse. À leur tour, elles ont fait cette rupture et le féminisme est devenu un engagement de vie, souvent plus durable que bien d'autres. L'interview

23. Des extraits de cette interview ont été projetés lors de la journée d'hommage à Maya.

24. J.K (Juliette Kahane), « Les militantes », *Partisans*, « Libération des femmes année zéro », juillet septembre 1970.

25. Allusion au journal de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire).

26. Vive la Révolution, groupe maoïste spontanéiste, né de Mai 68, est très favorable à l'existence d'un mouvement autonome de femmes. Le groupe femmes de VLR se fondera dans le MLF début 1971.

de Maya montre bien cette transformation. Fidèle entre les fidèles, elle a eu jusqu'au bout « le féminisme chevillé au corps ».

La fin des années 1970 et le début des années 1980 voient une recomposition du mouvement des femmes. D'un côté, la critique féministe des organisations trotskystes les a obligées à se remettre en question²⁷. D'un autre côté, le dépôt du sigle MLF par le groupe « Psychanalyse et politique-Éditions des femmes » a bouleversé le mouvement. Face à ce coup de force, la réaction est unanime. Il n'y a plus d'autre clivage que celui qui oppose le « MLF déposé » au reste du mouvement qui se dénomme désormais « MLF non-déposé ». Entre féministes lutte des classes, féministes radicales et autres, les contradictions font l'objet de débats et non de conflits.

Françoise Picq,
auteure de *Libération des femmes, quarante ans de mouvement*

Hommage à Rolande Trespé (31 mai 1916-12 avril 2016)

Spécialiste des luttes ouvrières, Rolande Trespé s'est efforcée, sans se dire féministe, de faire reconnaître la place des femmes dans la société, et en histoire, sa discipline, en prenant une place de marraine dans les études féministes comme beaucoup des collègues féminines de sa génération.

Elle a en particulier pris directement cette place lors de l'ATP *Recherches féministes, recherches sur les femmes*, Action Thématique Programmée par le département des Sciences de l'homme du CNRS, alors sous la direction de Maurice Godelier. La programmation de cette ATP entérinait le premier pas vers l'institutionnalisation amorcée en 1982 lors de l'organisation du colloque national *Femmes, Féminisme et Recherche* à l'Université de Toulouse-Le Mirail, avec le soutien institutionnel et financier du ministère de la Recherche, du ministère des Droits des femmes et du CNRS. Ce colloque connut un grand succès : plus de 800 participant.e.s, 144 communications, près de 1100 pages d'actes.

C'est à la suite de ce colloque qu'a été lancée l'ATP au cours de laquelle nous fûmes nombreuses à avoir rencontré Rolande Trespé, directrice et une des examinatrices des projets. Son écoute était fort bienveillante, mais néanmoins sans concession « paternaliste », en vraie scientifique, aidant chacune à confirmer, voire améliorer son sujet. Au bout du compte, soixante-huit projets de recherche ont été sélectionnés et financés sur quatre ans, ce qui aida de façon cruciale à la connaissance de ce

27. Sur la violence des débats sur le féminisme dans les organisations trotskystes l'hiver 1977, voir M.C. BOONS, T. BRISAC, et al, *C'est terrible quand on y pense*, Galilée, 1983.

moment historique que fut le Mouvement des femmes et à la structuration des études féministes, ne serait-ce qu'avec la création de l'ANEF en 1989.

Rolande Treppe ne voulait pas se dire féministe mais, enseignante à l'Université de Toulouse-Le Mirail de 1969 à 1985, elle participe pourtant avec Agnès Fine et Marie-France Brive à la création du Groupe de recherches interdisciplinaires d'étude des femmes (GRIEF), matrice du futur groupe SIMONE, et aide de nombreuses étudiantes en histoire à une prise de conscience féministe comme Anne-Marie Gaussens en témoigne (voir *infra*).

Ce refus de l'étiquette féministe, un des traits de femmes de sa génération, pourtant engagées, s'explique peut-être par son engagement premier auprès de la classe ouvrière, et surtout son inscription au PCF.

Après un passage par l'Algérie en tant qu'enseignante en histoire-géographie, puis un retour à Paris au moment de la guerre de 1939-1945, elle est affectée en 1942 à Charleville-Mézières dans les Ardennes où elle entre dans la Résistance après son adhésion au Parti Communiste Français. À la Libération, elle participe à la fondation de l'Union des Femmes Françaises, liée au PCF.

Tenue à l'écart pour avoir refusé de condamner un ami accusé de trotskysme, elle quittera le parti définitivement après les événements de 1968. Faisant table rase de ces différends, Pierre Chaillan lui rend un vibrant hommage dans *L'Humanité* du 15 avril 2016 en ces termes : « Elle restera une communiste de cœur, un peu libertaire, et gardant une proximité avec la CGT. » Impasse faite sur ses engagements aux côtés des féministes, le PCF reste fidèle à sa vieille théorie du deuxième front : on s'occupera des femmes quand on aura fait la Révolution.

Rolande Treppe vient ensuite à Toulouse en 1948 pour enseigner l'histoire-géographie à l'École Normale d'Apprentissage. En 1961, elle participe avec Jean Maitron à la fondation de la revue *Le Mouvement Social* qui contribuera à structurer les recherches en histoire ouvrière, et entre comme enseignante à l'Université de Toulouse, tout en menant une thèse sous la direction de J. Godechot sur *Les Mineurs de Carmaux (1848-1914)* soutenue en 1969 et parue aux éditions Ouvrières en 1971 ; ce furent les grandes grèves menées par ces mineurs qui firent adhérer Jean Jaurès aux valeurs du socialisme. Rolande Treppe devient alors la meilleure spécialiste de Jaurès dans ses relations avec le monde ouvrier : ainsi créera-t-elle avec l'historienne Madeleine Rebérioux, autre marseillaise, le Centre national et musée Jean Jaurès de Castres qui ouvre ses portes en 1988.

On voit combien la question sociale occupe une place centrale pour Rolande Treppe et, dès les années 1970, elle est une pionnière de l'usage du film à visée historique qu'elle utilisera pour faire le lien entre les étudiants et le monde du travail, comme avec le film *Carmaux 48* – dont elle est, en 1979, la conseillère scientifique – réalisé par Guy Chapouillé. Ce film relate la grève de deux mois des mineurs français, menée à l'initiative de la CGT en 1948, sur la base de témoignages de mineurs.

Rolande Trespé a pris sa retraite de l'Université en 1983 mais a continué de mener les actions qui lui tiennent à cœur, la diffusion d'une histoire accessible, et organise de nombreux ateliers-cinemas, débats et conférences à la portée de tous. C'est ainsi, a-t-elle dit, qu'elle n'a cessé d'être historienne.

Annik Houel

* * *

Rolande nous a quittées. J'ai perdu ma meilleure amie.



© AMG

Anne-Marie Gaussens et Rolande Trespé

J'ai été son étudiante de 1973 à 1976, et très vite notre relation a évolué. La rencontre avec ma compagne Hélène, presque de la même génération, leur passé politique commun et leur engagement dans la Résistance, ont fait que nous sommes devenues amies.

Très vite nous avons fait la connaissance d'Andrée et régulièrement nous nous sommes retrouvées autour des bonnes tables de la région. Rolande et Andrée étaient de vraies épicuriennes et à leur contact, si mes travaux en histoire sont restés médiocres, mes progrès en gastronomie et œnologie ont été rapides. Nous partagions Rolande et moi le plaisir d'un bon havane et, les conditions étant réunies, de passionnantes discussions nous occupaient jusque tard le soir.

Après ma séparation d'avec Hélène, puis la mort d'Andrée, notre amitié s'est renforcée. Nous nous voyions plus souvent et Rolande, qui avait fait la connaissance de toute ma famille, était souvent parmi nous. Ma nièce Émilie l'admirait et avait coutume de dire : « Chaque fois que j'écoute Rolande, j'ai l'impression de devenir un peu plus intelligente ».

C'est à peu près à cette période que Rolande a commencé à réfléchir sur sa vie, son passé. D'une très grande lucidité, elle examinait sa propre vie en historienne avec critique et n'était pas toujours très tendre avec elle-même.

Infatigable, rarement satisfaite, elle a travaillé jusqu'aux derniers mois de sa vie. Ses centres d'intérêt étaient nombreux, les mineurs, les étrangers dans la résistance, puis les femmes pendant cette même période, leur rôle et leur place que l'histoire a occultés. On a reproché souvent à Rolande de ne pas être féministe ; ses recherches sur les femmes pendant la seconde guerre mondiale n'en faisaient pas une militante pour autant, pas plus que les travaux qu'elle chargeait ses étudiants de faire sur le travail des femmes.

J'ai toujours pensé que le féminisme n'était pas une lutte de sa génération, génération qui s'est battue pour être l'égale de celle des hommes dans le monde politique et professionnel. Elle ne comprenait pas toujours mes engagements féministes et lesbiens mais acceptait avec plaisir de venir présenter son film sur le camp des femmes au Bagdam Café, et même de passer deux jours avec moi au colloque lesbien de Pâques 2001.

Une des qualités de Rolande était son insatiable curiosité à rencontrer des hommes et des femmes de tout âge et d'origine politique, culturelle ou sociale différente. Ces dernières années, je l'accompagnais lorsqu'elle animait des « cafés histoires » dans le Tarn, expliquant avec passion pour faire partager le fruit de son travail et de ses réflexions sur l'Histoire.

Ces dernières années, Rolande s'étant retirée à Paris, nous ne pouvions nous voir aussi souvent que nous l'aurions voulu, mais j'essayais de passer une journée avec elle tous les trois mois environ. Chaque fois je repartais avec un pincement au cœur, son état de santé s'étant aggravé, à l'idée de ne plus la revoir. Notre dernier moment ensemble a eu lieu en février.

Elle me manque terriblement.

Anne-Marie Gaussens



© ND

Angleterre, 1992

RECHERCHE

Soutenance de thèse de Doriane Montmasson

Docteure en Sciences de l'éducation - Membre du CERLIS

La réception de la littérature de jeunesse par les enfants : une fenêtre ouverte sur le processus de socialisation

9 JUIN 2016 À L'AMPHITHÉÂTRE DURKHEIM DE LA SORBONNE

Le jury était composé de :

M. Stéphane Bonnéry, Professeur des Universités, Université Paris 8 (Rapporteur)

M. Max Butlen, Maître de conférences HDR, ESPÉ de l'Académie de Versailles,
Université de Cergy-Pontoise

Mme Christine Détrez, Maîtresse de conférences HDR, École Normale Supérieure
de Lyon (Rapporteuse)

Mme Nicoletta Diasio, Professeure des Universités, Université de Strasbourg

Mme Régine Sirota, Professeure des Universités, Université Paris-Descartes
(Directrice de thèse)

La vitalité du secteur jeunesse de l'édition est un indice, parmi d'autres, de la place importante qu'occupent aujourd'hui les livres dans le quotidien des enfants. Si le contenu des albums a été étudié par quelques sociologues français, la manière dont les jeunes lecteurs reçoivent les normes et les représentations transmises par la littérature de jeunesse n'a en revanche fait l'objet que de peu d'investigations sociologiques. À travers l'analyse de la manière dont les enfants âgés de 5 à 8 ans comprennent et (ré)interprètent le contenu textuel et iconographique des livres, notre recherche entend non seulement mettre en lumière ce qui se joue dans l'acte de réception, mais également apporter des éléments contribuant à une meilleure compréhension du processus de socialisation.

Étudier l'acte de réception

Considérée par les sociologues comme un « *miroir médiatique où se réfléchit l'expérience sociale* » (Cadolle, 2001), la littérature de jeunesse est un moyen pour le chercheur de mettre en lumière les normes et les valeurs d'une société et, grâce à un regard plus diachronique, l'évolution des messages adressés aux enfants. Mais en tant que miroir médiatique, la littérature de jeunesse renvoie également aux lecteurs les représentations qu'elle véhicule. En cela, elle apparaît comme un véritable support de socialisation qui, bien qu'il soit admis qu'il s'adresse à un double lectorat, vise bien en premier ressort à socialiser les jeunes générations.

Or, si le contenu textuel et iconographique des albums a été étudié par quelques sociologues français, la manière dont les jeunes lecteurs reçoivent les normes transmises par la littérature de jeunesse n'a en revanche fait l'objet que de bien peu d'investigations sociologiques. Par le biais d'une étude de réception, nous avons ainsi choisi de mettre en jeu l'*agency* (James, Jenks, Prout, 1990) des enfants, en essayant d'appréhender la manière dont ils font sens du contenu normatif des livres leur étant adressés. Notre recherche est en conséquence essentiellement centrée sur le point de vue des jeunes lecteurs, jusque-là peu pris en compte par les sociologues. De cette façon, elle s'inscrit dans le sillage d'une sociologie de l'enfance particulièrement soucieuse de s'intéresser non plus uniquement à ce que l'ont fait aux enfants, mais bien également à ce que les enfants « font de ce qu'on leur fait » (Montandon, 1997).

Porter de l'intérêt aux lectures effectives des enfants, en prenant au sérieux la manière dont ils interprètent la littérature, permet non seulement d'identifier la signification qu'ils donnent à ces représentations mais également de mettre en exergue les différents savoirs sur lesquels ils s'appuient – et qu'ils mobilisent – lorsqu'ils cherchent à donner du sens au contenu des livres. Afin d'interpréter les modèles véhiculés par les albums, les jeunes lecteurs s'appuient-ils en effet principalement sur des éléments présents dans les ouvrages, ou font-ils également – accessoirement, plus sensiblement, ou essentiellement – appel à des connaissances leur ayant été transmises par la famille, par l'école, par le groupe de pairs ou encore par les médias ? Comment ces divers savoirs s'agencent-ils alors dans l'acte de réception ? Notre recherche pose ainsi également la question de la manière dont différents messages socialisateurs se combinent dans l'acte de réception et entend de la sorte apporter des éléments contribuant à une meilleure compréhension du processus de socialisation.

Dans le but d'investiguer l'acte de réception, nous avons élaboré une démarche méthodologique nous permettant non seulement d'accéder au point de vue de jeunes enfants, mais également de comparer leurs lectures d'un même album. Bénéficiant pour cela de l'apport de travaux novateurs (Bonnéry, 2014 ; Cromer, 2007), nous avons fait le choix de mettre en place, dans deux écoles de la banlieue parisienne, un « protocole expérimental ». Ce dernier a consisté en la sélection de trois ouvrages de littérature de jeunesse, puis en la spécification de paramètres de lecture¹ permettant de placer l'ensemble des enfants participant à l'enquête dans les mêmes conditions de réception. Les jeunes lecteurs ont ensuite été interrogés sur leur lecture des livres lors d'entretiens semi-directifs individuels.

1. Double lecture, à voix haute, par le chercheur, de chacun des albums.

De la nécessité de prendre en considération le contenu des albums et le contexte de réception

L'acte de réception peut être entendu comme un échange entre un lecteur et une œuvre. L'activité du premier ne peut dès lors être envisagée indépendamment des caractéristiques de la seconde. En cela, l'évolution des objets culturels ainsi que le contexte historique spécifique dans lequel se déploie l'activité d'interprétation sont à même d'avoir une incidence sur la discussion qui s'instaure entre un individu et le support qu'il lit, écoute ou regarde.

Si Elena Gianini Belotti (1974) a, durant les Trente Glorieuses, mis en lumière la consonance des messages socialisateurs délivrés aux enfants par la famille, par l'école ou encore par les livres (et a ainsi affirmé le pouvoir renforçateur de la littérature de jeunesse), la multiplication et la diversification des références normatives semblent aujourd'hui poser en des termes relativement nouveaux la question de la place des livres dans le processus de socialisation.

L'analyse d'un corpus d'albums nous a, en effet, permis de révéler la manière dont coexistent désormais au sein de l'offre en matière de littérature de jeunesse, des normes de genre² dissemblables, voire parfois contradictoires. Le plus souvent véhiculées par des ouvrages différents, ces représentations sont quelquefois contenues au sein d'un même album³. Par ailleurs, avec l'avènement de la société de consommation et le développement de la sphère médiatique, les instances de socialisation côtoyées par les enfants transmettent potentiellement des informations divergentes. Comment les jeunes lecteurs parviennent-ils alors à faire sens de livres contenant des normes dissemblables ? Comment les messages socialisateurs diffusés par différentes sphères de socialisation (littérature, famille, médias) s'agencent-ils dans l'acte de réception ? Cette diversité de références normatives conduit-elle les enfants à adopter une posture plus réflexive vis-à-vis de ces modèles ?

L'étude de corpus réalisée nous a, de surcroît, permis de mettre en évidence la manière dont s'est instauré, à partir du milieu des années 1980, un mouvement de complexification des ouvrages adressés aux jeunes lecteurs (Bonnéry, 2010). Ce mouvement se caractérise par la multiplication d'albums potentiellement plus difficiles à appréhender (vocabulaire plus soutenu, utilisation de procédés littéraires tels que la mise en abyme, etc.) ainsi que par un plus fréquent recours à l'implicite.

2. Nous présenterons ici les résultats relatifs à la réception, par les enfants, des normes de genre transmises par les albums.

3. Voir *Nous on n'aime pas les légumes* (C. et D. DE ROSAMEL, Albin Michel, 2007). Dans cet ouvrage, c'est le père de famille qui est à l'initiative de la préparation du repas et qui cuisine. Voir aussi *Qu'est-ce qu'on mange* (J. GAGLIARDINI, La cabane sur le chien, 2005). Tandis que le début de l'ouvrage présente une répartition stéréotypée des activités entre le personnage féminin (une mère de famille) et le protagoniste masculin (son mari), la dernière page suggère, pour sa part, une probable inversion des rôles féminins et masculins : « Depuis quelques temps, papa ne lit plus le journal ».

Comment les enfants investissent-ils alors cette nouvelle place accordée au lecteur « implicite » ou « supposé » ? Cette complexification est-elle susceptible d'avoir une incidence sur le poids socialisateur de la littérature de jeunesse ?

De l'intérêt d'étudier plus spécifiquement l'acte de réception

Au regard de ces différentes questions, nous avons fait le choix de réaliser une étude de réception auprès d'enfants âgés de cinq à huit ans et nous nous sommes, dans cette perspective, intéressées à la manière dont de jeunes lecteurs avaient fait sens d'albums préalablement sélectionnés.

Les résultats obtenus par l'analyse de ces lectures effectives nous permettent, en premier lieu, de discuter l'influence du jeu de contraintes porté par les livres, et de montrer qu'il n'est pas efficient de penser uniquement en termes de contenu (et d'intériorisation mécanique de celui-ci), mais bien nécessaire de prendre en compte la manière dont les enfants sont susceptibles de « braconner » (De Certeau, 1980) les textes qu'ils lisent (ou qui leur sont lus).

Il est intéressant de relever la manière dont les jeunes lecteurs parviennent parfois à s'aménager des espaces de liberté, là où le chercheur avait pu identifier des éléments qui venaient *a priori* clôturer le sens des informations transmises par l'ouvrage. Il est possible de prendre pour exemple ces enfants interprétant *Martine fait la cuisine* et présumant une juste répartition des tâches entre la maman et le papa de Martine, voire entre la jeune héroïne et son frère (pourtant simple spectateur dans l'album en question). Si, dans ce livre, le père est juste absent, certains éléments néanmoins (terme de récurrence pour qualifier les tâches féminines ou encore passivité des personnages masculins lorsque sont mises en scènes des activités ménagères) font que l'on qualifie bien souvent cette collection de « traditionnelle », voire de « rétrograde », et que l'on craint l'influence des normes qu'elle véhicule notamment en ce qu'elles transmettent apparemment une vision particulièrement stéréotypique des rôles masculins et féminins. Les ouvrages explicites, offrant *a priori* moins de liberté aux enfants, peuvent ainsi manifestement tout autant être les supports d'interprétations diverses, que certains albums plus récents – ou moins commerciaux – dont notre analyse de corpus a pourtant montré qu'ils s'étaient pour certains complexifiés et qu'ils étaient en cela potentiellement plus ouverts à des interprétations variées.

Ce que l'acte de réception nous dit du processus de socialisation

La démarche interprétative mise en oeuvre par les enfants nous a, en second lieu, apporté des éléments permettant de mieux comprendre le processus de socialisation.

En effet, les interprétations des enfants concernant les rôles masculins et féminins dépeints dans les ouvrages utilisés sur le terrain, se trouvent bien souvent – chez

les plus jeunes (5-6 ans) – en tous points conformes à la répartition des tâches domestiques prévalant au sein de leurs propres foyers familiaux. L'album de la collection Martine s'est ainsi révélé être, pour certains jeunes lecteurs, l'archétype d'un livre présentant une distribution équitable des activités ménagères entre les hommes et les femmes. Au contraire, pour d'autres, l'ouvrage proposant un modèle d'attribution des tâches au sein du couple plus égalitaire, a été lu comme l'expression d'une répartition traditionnelle des activités (le rôle du protagoniste masculin étant dès lors invisibilisé). Nos résultats permettent, de cette façon, de souligner l'importance, chez les plus jeunes, de la socialisation familiale et l'influence qu'elle est susceptible d'avoir sur leur interprétation des livres. En cela, nos résultats amènent à discuter la valeur performative ayant pu être accordée à la littérature de jeunesse (Dafflon-Novelle, 2006) : « Même si dans le contexte familial les parents se partagent les tâches, comme dans les matériaux donnant une représentation de la réalité, les femmes sont plus souvent représentées dans les activités ménagères que les hommes, les enfants vont étiqueter ces activités comme typiquement féminines (p. 20) ».

Loin de recevoir et d'intérioriser mécaniquement et passivement les modèles stéréotypés d'attribution des rôles transmis par de nombreux ouvrages, les enfants âgés de cinq à six ans apparaissent en effet, pour une majorité d'entre eux, comme lisant essentiellement les albums au prisme de ce qui se joue au sein de leurs propres foyers.

Mais les interprétations des enfants un peu plus âgés (7-8 ans) révèlent, pour leur part, le poids progressif de l'avancée en âge (et potentiellement de la socialisation scolaire). Il est, en effet, possible de relever une évolution quant à la manière de lire des jeunes lecteurs, désormais plus fidèle, si l'on peut dire, au contenu textuel et iconographique effectif des albums. Cette lecture, que l'on pourrait qualifier de plus « littérale », n'est alors pas sans répercussion sur la réception des normes transmises par les livres. En effet, dès l'âge de sept ans, les enfants apparaissent comme prenant davantage en compte les « modèles de comportement » proposés par la littérature de jeunesse. Certains jeunes lecteurs, découvrant une organisation familiale différente de celle qu'ils connaissent dans leur quotidien, s'appliquent ainsi, en entretien, à relever ce nouvel agencement des rôles, en mettant bien en lumière les « indices » contenus dans l'ouvrage illustrant cette façon de procéder. Par exemple, la chemise du personnage masculin, le fait que ce dernier pèle ou coupe des légumes, ou encore le fait qu'il serve, à table, le plat préalablement préparé, deviennent ainsi autant de « preuves » que, dans l'album considéré (et contrairement à ce qui se passe au sein de leur foyer), le papa participe bel et bien activement aux activités ménagères. Les interprétations des enfants plus âgés sont ainsi parfois révélatrices d'une certaine réflexivité vis-à-vis notamment de l'exemple familial. La prise en compte, par les jeunes lecteurs, d'un nouveau modèle de comportement pourrait en cela être le signe d'une capacité à mettre à distance des

expériences répétées et quotidiennes et d'une possible relativisation du modèle familial, au profit de modèles transmis par d'autres sphères de socialisation ou encore par certains supports culturels ou médiatiques.

Si les conceptions des rôles masculins et féminins apparaissent ainsi, pour les plus jeunes, comme étant étroitement dépendantes des tâches accomplies au quotidien par les mères et les pères de famille (et comme découlant en conséquence principalement de leur socialisation familiale), les normes de genre transmises par les livres pourraient, en revanche, avoir un rôle à jouer dans l'éducation des enfants plus âgés (7-8 ans). Ces derniers identifient en effet plus souvent, dans les livres, le(s) modèle(s) différent(s) de ceux qu'ils ont l'habitude de côtoyer au sein de leurs propres foyers et pourraient, de cette façon, être plus à même (que les lecteurs moins âgés) de (re)lire leur propre expérience au prisme des albums, conférant ainsi un poids socialisateur à la littérature de jeunesse.

Références

BONNÉRY S., 2010. « – Loup y es-tu ? – Pas exactement, c'est pour mieux te faire réfléchir, mon enfant ». Sociologie du lecteur supposé par la littérature de jeunesse, *Actes du congrès de l'Actualité de la recherche en éducation et en formation*, Université de Genève.

BONNÉRY S., 2014. Les livres et les manières de lire à l'école et dans les familles : réflexions à l'occasion de la parution de la liste officielle « maternelle », *Le français aujourd'hui*, n° 185, pp. 47-57.

CADOLLE S., 2001. Séparation et recomposition familiale d'après les livres pour enfants, *Recherches et Prévisions*, n° 64, pp. 19-34.

CROMER S., 2007. Littérature de jeunesse et construction du genre : le point de vue des enfants, *Les Cahiers de l'ARS*, n° 4.

DAFFLON-NOVELLE A., 2006. Littérature enfantine : entre images et sexisme, in A. Dafflon-Novelle (dir.), *Filles-garçons, socialisation différenciée ?*, Genève, Presses Universitaires de Genève, pp. 303-324.

DE CERTEAU M., 1980. *L'invention du quotidien – Tome 1 : Arts de faire*, Paris, Gallimard.

GIANINI BELOTTI E., 1977. *Du côté des petites filles. L'influence des conditionnements sociaux sur la formation du rôle féminin dans la petite enfance*, Paris, Éditions des femmes.

JAMES A., JENKS C., PROUT A., 1990. *Theorizing Childhood*, Cambridge, Polity Press.

MONTANDON C., 1997. *L'éducation du point de vue des enfants*, Paris, l'Harmattan.

LIVRES

Comptes rendus de lectures

Annik HOUEL

Carmen Boustani : Andrée Chedid, *L'écriture de l'amour*
Flammarion, 2016, 398 pages.

Qui d'autre qu'une spécialiste de cette grande écrivaine méditerranéenne qu'était Andrée Chedid pouvait réaliser une biographie aussi sensible que Carmen Boustani, connue pour ses travaux sur cette poétesse mais aussi sur Colette¹, dont elle souligne dans ce dernier ouvrage certaines de leurs similitudes ? Car Carmen Boustani est professeure des Universités à Beyrouth et auteure de nombreux ouvrages sur les littératures méditerranéennes et l'écriture au féminin, et a bien connu Andrée Chedid, dont elle est une lectrice passionnée, à qui elle rend un vibrant hommage dans cet ouvrage extrêmement documenté. Elle a remporté le prix Phénix 2016 pour cette biographie, la première aussi exhaustive.

André Chedid a trouvé là une lectrice compréhensive de sa multi-culturalité : elle est en effet née au Liban, en 1920, mais a été élevée en Égypte dans une superbe maison pleine de mondanités, puis en pension quand ses parents se séparent. Elle était de religion maronite (Église catholique orientale), dans des pays à l'époque très multiconfessionnels (il y a toujours à l'heure actuelle dix-neuf religions reconnues au Liban), et issue d'un milieu bourgeois très aisé.

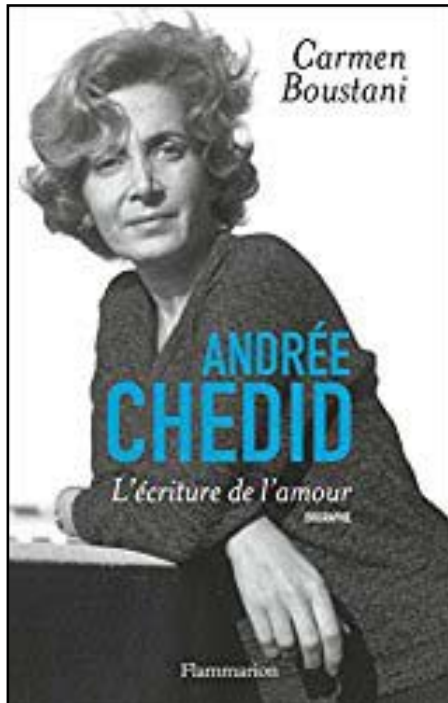
Elle se marie en 1942, de façon très amoureuse, avec un cousin (cousin germain pour lequel il fallut donc demander une dérogation papale), Louis Antoine Selim Chedid, qui deviendra médecin et directeur de recherche à l'Institut Pasteur et au CNRS, chercheur d'envergure internationale. Ils auront deux enfants, une fille Michèle, future peintre, née au Liban en 1945 et un fils Louis, né en Égypte en 1948, auteur-compositeur-interprète connu.

Le couple vit au Liban les deux premières années de mariage, y retournera brièvement en 1956 au moment de la crise du canal de Suez après s'être installé à Paris en 1946.

La langue française, dans laquelle Andrée Chedid a été éduquée, est son langage privilégié et elle en jouera avec brio, jouant effectivement comme dans ces très jolis petits poèmes qu'elle compose pour aider ses petits-enfants à l'apprentissage des aléas de la typographie et de la ponctuation ; les titres parlent d'eux-mêmes : « Pavane de la virgule », « Apothéose du point », « Louange de l'apostrophe », ou encore une nouvelle, « La 26^e lettre », qui raconte les aventures de la lettre Z, reléguée à la fin de l'alphabet. Avec elle, les mots chantent, dit Carmen Boustani (p. 91).

1. Carmen BOUSTANI, *L'écriture-corps chez Colette*, Fus-Art, 1993 ; L'Harmattan, 2002.

Les premiers pas d'Andrée Chedid dans la poésie datent de son adolescence, et c'est dans ce domaine qu'elle sera d'abord connue, et reconnue, avant d'être reconnue aussi comme femme de lettres, terme général qui désigne assez bien l'ampleur de son univers. Mais la poésie restera à ses yeux l'essentiel de ses moyens d'expression,



malgré la variété de sa production : en dehors des poèmes, regroupés et publiés chez Flammarion en 2013 (avec une préface de Carmen Boustani), romans, essais, nouvelles, récits composent une œuvre d'une quarantaine d'écrits. Certains de ses romans, neuf d'entre eux, ont également été publiés chez Flammarion, en 1998 (préface de Jean-Pierre Siméon), dont on peut résumer la matière dans cet aveu : « Le fait d'être femme et orientale me donne un excès de sensibilité. Passer par le cristal de la langue française m'oblige à la rigueur » (cité p. 70). *L'Autre* (1969) et *Le Message* (2000) ont été des succès internationaux.

Beaucoup de ses romans décrivent, en effet, l'oppression des femmes, plus particulièrement sur le pourtour de la Méditerranée, dont le mariage forcé et la violence conjugale sont les symboles. Mais dans la mesure où ces situations sont accompagnées de remarques de l'ordre d'une nature féminine qui se caractériserait par le dévouement, son féminisme peut apparaître comme quelque peu différencialiste. C'est ce côté « nature féminine » qui permet d'expliquer le rapprochement que fait Carmen Boustani avec Colette, rapprochement évident dans plusieurs des thèmes abordés par ces deux auteures. Carmen Boustani voit chez elles deux un des rapports typiques à l'écriture qu'elle voit chez les femmes écrivaines, qui « émane de la fluidité de leur corps » (p. 93.) Une très grande place est en effet donnée à la description du corps féminin, ainsi qu'au désir et à l'érotisme, chez Andrée Chedid comme chez Colette, qui explique la force privilégiée conférée à l'amour. Là où Colette dit : « C'est le pain de ma plume et de ma vie », Andrée Chedid dira : « L'amour est toute la vie, il est vain de prétendre qu'il y a d'autres équilibres » (cités p. 10). C'est d'ailleurs le sous-titre que Carmen Boustani a voulu pour cette biographie, *L'écriture de l'amour*, tout en insistant sur le fait que cet amour incluait aussi la notion de fraternité humaine.

La référence aux lignées féminines est aussi une de leurs similitudes, aussi bien dans le livre d'Andrée Chedid sur sa mère (*Les saisons de passage*, Flammarion, 1996) que pour Colette avec *Sido*. J'ajouterai, pour ma part, avec un même regard distancé sur la maternité.

Les manifestations de la vie, dans toutes ses dimensions, tiennent aussi une place très importante, ne serait-ce qu'avec ce rapport très fort qu'elles entretiennent toutes

les deux avec la nature : *9 plantes pour un herbier*, dialogue entre des gravures de Javier et un texte d'Andrée Chedid (éd. La Fenêtre, 1996), est un exemple de cet amour du végétal, comme le qualifie Carmen Boustani (p. 172).

Mais la mort prend une place dans l'œuvre d'Andrée Chedid que je ne connais pas chez Colette. Pour Andrée Chedid, la vie dans sa totalité inclut obligatoirement la mort, dépassée par la vie elle-même qui rejaillit toujours de ses cendres, au-delà des clivages culturels, des catastrophes, des guerres, comme celle du Liban qui l'a évidemment particulièrement touchée, comme Carmen Boustani, elle-même libanaise, qui en a subi directement les effets².

À la fin de sa vie (elle est morte en 2011 à Paris), ses enfants semblant s'être éloignés, la présence de ses petits-enfants prend une place très importante, dont celle de Matthieu Chedid, auteur-compositeur-interprète comme son père, pour lequel elle a écrit une chanson, *Je dis aime*, qui a remporté un grand succès en 1999.

Carmen Boustani ne cache pas son admiration pour cette femme sans aucun doute passionnante, qui lui a fait le « don » non seulement d'une relation unique mais aussi de son accord pour écrire sa biographie (p. 364) et c'est ce qui fait le plaisir de la lecture de cette biographie passionnée, malgré la longueur de l'ouvrage, qui a néanmoins le mérite de nous faire entrer très concrètement au cœur de chacun des génies d'Andrée Chedid.

Un autre des charmes de ce livre est de plonger dans un morceau d'histoire d'un Proche Orient cosmopolite encore imprégné de la vivacité de la langue française entre les deux guerres, mais qui maintenant privilégie l'anglais, ou plutôt l'américain. Proche Orient où d'autres guerres tout aussi meurtrières continuent d'être menées... pour que nous, Occidentaux, en soyons épargnés.

Françoise PICQ

Isabelle Collet, *L'École apprend-elle l'égalité des sexes?*

Belin, février 2016, 80 pages.

« Égal-e à égal », est une petite collection sous l'égide du Laboratoire de l'égalité, qui se donne pour objectif de « faire joyeusement le ménage des idées reçues et montrer les bénéfiques individuels et collectifs d'une culture commune de l'égalité ».

Isabelle Collet y publie *L'école apprend-elle l'égalité des sexes ?*

Elle y fait le point, entre données chiffrées et décryptages des stéréotypes, sur : la mixité en mal d'égalité (un chemin semé d'embûches), l'éducation des filles (l'important c'est le pot-au-feu), comment on nous apprend à devenir fille ou garçon (la génétique ne forge pas un destin), quand l'école s'en mêle et s'emmêle (les filles travaillent, les garçons ont du potentiel), le sexe des disciplines (cherchez les femmes), le corps enseignant : des femmes et des hommes (l'école, reflet de la

2. Carmen BOUSTANI, *La guerre m'a surprise à Beyrouth* (récit), Karthala, 2010.

société), avant de prôner une pédagogie égalitaire (inspirer, respirer, diffuser une culture de l'égalité) et de conclure : nous pouvons changer le monde.

Les démonstrations sont éclairées de zooms et de citations qui concourent à rendre l'ouvrage attrayant autant que sérieux, le tout complété par les dates clés, les chiffres clés, suivis d'un amusant quiz pour tester les connaissances rassemblées dans ce qui est un outil aussi utile qu'agréable.

Particulièrement destiné aux enseignant.e.s et aux étudiant.e.s des ESPÉ qui souhaitent un panorama rapide sur la question et des arguments pour contrer celles et ceux qui continuent à croire que l'égalité est acquise à l'école, il sera lu avec profit par tous celles et ceux qui s'intéressent à l'école comme à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Isabelle Collet, spécialiste des Sciences de l'éducation et présidente de l'ARCEF (Association de recherche sur le genre dans l'éducation et la formation) démonte tranquillement la désinformation sur la pseudo théorie du genre et fait la démonstration que les études de genre ont désormais stabilisé les connaissances dans le champ des Sciences de l'éducation.

À mettre entre toutes les mains !

Sylvie CAMET

Martine Spensky. Le contrôle du corps des femmes dans les empires coloniaux

Karthala, 2015.

L'ouvrage qu'a dirigé Martine Spensky, *Le contrôle du corps des femmes dans les empires coloniaux*, présente le grand mérite d'aborder une question, si ce n'est occultée, du moins tout à fait subsidiaire dans les traités d'histoire qui développent la problématique de la colonisation. Le domaine d'investigation est large, puisque non seulement il fait passer d'un continent à l'autre, mais parcourt la période du XVI^e au XX^e siècle. Ce franchissement des lieux et des époques permet d'aborder les questions dans une perspective comparatiste et fait admettre que les situations sont voisines en dépit de la variété des cultures ou des séquences temporelles. Voisines mais pas monolithiques, car ce que le livre permet de mettre en évidence est que tout ne se résume pas à ce que l'on suppose superficiellement, que les femmes indigènes auraient servi d'objets sexuels au conquérant : si cet asservissement est la règle, la description traduit des situations infiniment plus complexes et perverses, qui sont celles de la prostitution, mais surtout du statut des femmes dans un processus de domination raciale, du statut de leurs enfants métisses dans un empire qui prétend homogénéiser les populations mais s'emploie tout autant à les diviser radicalement. De nombreuses décisions découlent de l'existence de ces unions, qui posent d'importants problèmes au législateur, surtout lorsque le descendant est de genre masculin. À Madagascar, les enfants issus de couples mixtes constituent peu à

peu une aristocratie locale, susceptible de relayer la domination blanche, mais celle-ci n'est encouragée qu'à la condition de son maintien autochtone, la parenté avec la France ne donne accès à aucun privilège et même l'on craint beaucoup que l'abandon par le père, lors du retour de celui-ci en métropole, n'entraîne des formes de sédition.

Une grande partie de la démonstration est issue de la notion de biopolitique, telle qu'elle a été articulée par Michel Foucault dans *L'Histoire sexualité*, montrant comment la vie est appropriée, comment les corps sont disciplinés dans une perspective politique. Les Espagnols au Paraguay, par exemple, regardent les femmes comme une monnaie d'échange qui vient contrebalancer la faiblesse des richesses économiques locales : comme le pays est peu attractif en ce qui concerne les minerais ou les métaux précieux, compensation est trouvée sous la forme de jeunes filles incluses dans le troc. La question qui traverse différents articles concerne la possibilité de faire coïncider cette violence physique et morale avec les préceptes religieux chrétiens que les colonisateurs sont censés répandre. Une flagrante contradiction existe entre, d'un côté, une exploitation sans mesure des femmes comme sexe et, d'un autre côté, l'enseignement de la pudeur ou de la fornication comme péché capital. La réponse à ce qui peut n'apparaître que comme une insupportable hypocrisie est fournie par les colonisateurs lorsqu'ils déniaient une véritable humanité à l'autre et trouvent ainsi indulgence vis-à-vis de ce qui n'est plus culpabilité mais divertissement. La supériorité masculine s'affirme à travers une sexualité considérée comme irrépressible, ne pouvant se satisfaire de l'étroitesse de la copulation domestique. À côté du statut de l'épouse est défini celui de l'hétaïre qui conduit à indiquer notamment, dans un article consacré au Maghreb, que de ce point de vue la France n'apparaît pas comme plus « civilisée » que l'Afrique du Nord qu'elle prétend instruire.

Les femmes n'apparaissent pas que comme instrument de plaisir, elles jouent un rôle décisif dans l'économie d'ensemble de la colonie : en Guadeloupe, on attend d'elles qu'elles peuplent l'île, et l'encadrement qu'elles subissent, d'ordre hygiéniste, vise à obtenir un taux de natalité élevé permettant que le recours à l'importation d'esclaves aille en diminuant. Elles se doivent d'être productives, c'est-à-dire que toutes les prescriptions en matière de couple, de santé, visent exclusivement à les rendre non seulement fécondes mais capables de lutter contre la mortalité infantile par de bonnes pratiques. Elles deviennent ainsi, par-devers elles, les auxiliaires des esclavagistes, fournissant par des accouchements successifs surveillés la main-d'œuvre servile du futur. La condamnation de l'avortement prend alors une autre résonance : il s'agit moins d'attenter à la vie que d'attenter à l'effort continu de rentabilité économique revendiqué par les maîtres. Dans cette attente, les Européens sont suppléés par les femmes venues de la métropole, décidées à éduquer à leur tour les femmes congolaises, en particulier, affichant des motivations légitimes de protection des faibles et de transmission des notions fondamentales de

la médecine préventive. C'est ainsi que la négativité de la colonisation se pare de la générosité ou de la grandeur supposées de la mission.

Le supplice ne s'en tient pas évidemment à la reproduction : les femmes sont esclaves et endurent des heures de travail dans des conditions qui précipitent la mortalité. Des règlements tentent de limiter tant le nombre d'heures que les tâches, mais derrière cette mansuétude affichée revient avec insistance l'idée que les femmes ne bénéficient d'un traitement légèrement assoupli que parce qu'elles sont fertiles et que cette fertilité est une des conditions de l'expansion coloniale.

Un des enjeux du volume collectif est de prouver qu'à côté de cet asservissement insupportable, que la lecture de détail rend oppressant même pour le témoin lointain, toute une série de formes de résistance ont été mises en acte par les intéressées. Au fond, les moyens de rébellion étaient évidemment ténus, mais les comportements récalcitrants pouvaient se traduire de manière ironique par la persistance à se comporter selon la tradition. La mise en échec des biopolitiques est passée notamment par la capacité des femmes à persévérer volontairement dans leur mode d'être, convainquant les colons de leur inaccessibilité aux préceptes que ces derniers s'ingéniaient à leur transmettre. Plusieurs chapitres mettent en exergue ces formes de désobéissance, explorant là un sujet encore plus inconnu que celui du traitement des femmes par l'exploitation impérialiste.

La somme de ces travaux est éminemment instructive. Derrière ces représentations on se convainc que l'affaire n'est pas résolue et que le XXI^e siècle, par des médiations plus larvées, continue de faire du corps des femmes un instrument au service de ses finalités guerrières.



© ND
Guadeloupe, 2005

Françoise PICQ

Martine Storti, *Sortir du manichéisme, des roses et du chocolat*

Michel de Maule, 2016

Après Charlie, après le 13 novembre, après Cologne... Face à des événements bouleversants, il faudrait accepter de regarder en face l'inattendu, de mettre en question ses schémas de pensée. Pourtant, passé le moment de sidération, les événements sont rapidement intégrés à des grilles de lecture préétablies. Le manichéisme est certainement ce qui caractérise aujourd'hui le débat politique. C'est le cas des polémiques intellectuelles et médiatiques, où la question des femmes est souvent instrumentalisée, au service d'intérêts politiques divers. C'est aussi le cas parmi les féministes, où le clivage autour du voile à l'école, de la République, de la laïcité est devenu un fossé de méfiance et d'anathèmes.

Face à l'imprévu, les mêmes schémas explicatifs sont convoqués. D'un côté, l'événement est banalisé, ramené à la généralité de la domination masculine, pour éviter toute accusation de racisme ou d'islamophobie et ne pas faire le jeu de l'extrême droite, tandis qu'il apporte de l'eau au moulin des autres pour dénoncer en bloc les immigrés, les musulmans qui refusent nos valeurs et sont une menace pour notre identité.

Martine Storti poursuit la réflexion inaugurée en 2010 par le congrès « Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques³ ». Il s'agissait de prendre en compte les grands changements du monde depuis la « Belle époque » du MLF, d'y confronter la pensée féministe et d'avancer dans la reconstruction des enjeux féministes par rapport au monde tel qu'il était devenu : terriblement complexe et résistant aux explications univoques.

Les malheurs de l'identité

Ce n'est pas que la notion d'identité soit dangereuse en soi, précise Martine Storti. Tout dépend de la définition qu'on en donne et de l'usage qu'on en fait, selon que l'on conçoit l'identité comme immuable ou comme prise dans l'historicité, selon qu'on la voit close ou ouverte, selon qu'elle interdit ou qu'elle permet la dialectique entre le même et l'autre.

Or, force est de constater que se répand une vision pessimiste de l'identité française, malheureuse, perdue, menacée... que ce soit sous la plume d'Alain Finkielkraut, rejoignant les positions d'écrivains ou d'hommes politiques de droite, obsédés par l'immigration (Renaud Camus), ou dans les provocations du bateleur médiatique Eric Zemmour.

3. *Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques*, sous la direction de Françoise Picq et Martine Storti, éditions iXe, 2012.

Symétriquement, du côté des Indigènes de la République et autres tenants du post-colonialisme, la France est vue comme structurellement raciste et colonialiste, islamophobe et inégalitaire. Elles/ils sont les héritiers de la colonisation et de l'esclavage, non pas comme une mémoire mais comme une identité immuable. Dans une vision unilatérale et binaire, le monde est divisé en « blanc / non-blanc » ; de souche / pas de souche.

Il ne s'agit pas de nier les problèmes sur lesquels, de part et d'autre, s'appuie le pessimisme mais de sortir du manichéisme. Affirmer la responsabilité des assassins, ne pas les considérer comme des produits de l'islamophobie, des victimes du racisme ou des inégalités, ne trouver nulle excuse à l'antisémitisme revendiqué, à l'offensive identitaire islamique ; mais voir aussi la concentration des populations issues de l'immigration, l'incompétence ou l'indifférence des politiques publiques, le racisme, le laisser-faire de la ghettoïsation, du clientélisme communautaire. Et ne pas considérer les Français d'origine immigrée comme une entité, tous pareils, des « Autres ».

Les femmes, mesure de l'identité

De part et d'autre, les femmes sont instrumentalisées et servent de mesure de l'identité. D'un côté (Sarkozy), l'émancipation des femmes est transformée en étendard identitaire, national, voire nationaliste, en occultant le fait que cette émancipation des femmes soit un processus historique, une conquête des luttes.

Y répondent les tenants du décolonial (Houria Boutelja) affirmant que la laïcité, l'interdiction du voile, l'égalité et la liberté des femmes ne sont que les instruments du racisme, de l'islamophobie, de l'opposition entre « eux » et « nous ». Le féminisme est alors considéré comme complice du racisme et de l'islamophobie, l'autre nom de l'impérialisme occidental et du néocolonialisme (cf. *Les féministes blanches et l'Empire*). Pour Houria Boutelja, s'il y a oppression des femmes « racisées » par des hommes « non-blancs », ce n'est qu'en réaction virile au « patriarcat blanc et raciste ». Les femmes doivent comprendre et subir ; « la critique radicale du patriarcat indigène est un luxe » qui leur est interdit et le féminisme est « comme du chocolat ». Seul est légitime le féminisme décolonial, c'est-à-dire « un féminisme paradoxal qui passera obligatoirement par une allégeance communautaire », refusant « l'injonction à l'émancipation ».

Cette position, qu'il est difficile de qualifier de féministe, est soutenue par un certain nombre de féministes, de celles qui, comme Christine Delphy dans les années 1970, se réclamaient du féminisme universaliste et refusaient que le combat féministe soit subordonné à d'autres causes. Ce qui était vrai en France aux temps du MLF ne le serait plus aujourd'hui. Et l'universalisme jadis revendiqué est abandonné au profit d'un différencialisme non de sexe, mais de culture et de religion, incongru pour qui se veut héritière de Simone de Beauvoir

De façon symétrique, les femmes sont ainsi otages de l'identité. Faire de l'émancipation des femmes un élément de l'identité nationale en niant son historicité, c'est ôter à cette émancipation son statut d'enjeu politique. Au contraire historiciser cette conquête, c'est la voir possible pour d'autres ; c'est reconnaître sa valeur et sa portée universelle. Ce qui ne signifie pas que le chemin de l'émancipation soit identique pour toutes les femmes et toutes les cultures, mais que des principes et des droits valent pour toutes.

Quand ils entendent le mot genre, ils sortent leur théorie

C'est aussi la question de l'identité qui se trouve posée, non plus identité nationale mais identité sexuelle. Revenant sur la violente polémique qui a accompagné les *ABCD de l'égalité* en même temps que le « mariage pour tous », Martine Storti fait part de son étonnement devant la violence des réactions à une initiative somme toute banale, visant à faire avancer l'égalité entre les filles et les garçons et à lutter contre les discriminations de sexes ou de sexualités, objectifs qui figurent dans les programmes de l'école depuis des décennies, en commençant par le commencement. Étonnement aussi devant les alliances paradoxales au nom d'un conservatisme déguisé en sauvegarde de l'humanité. La papauté, qui avait inventé la « fumeuse et nuisible théorie du genre » est rejointe dans une « première coalition, où se côtoient des antisémites, des royalistes, des néonazis, des intégristes catholiques et musulmans, des homophobes, des identitaires islamophobes ». La droite politique est rejointe par Michel Onfray, Julien Dray, Alain Finkielkraut, Jean Pierre Le Goff, tous hantés par un spectre : l'indifférenciation des sexes. Et, bien sûr, Eric Zemmour se retrouve dans ce combat, lui qui dresse un tableau apocalyptique d'une France dévirilisée. Depuis Mai 68, les féministes ont gagné leur combat, avec le renfort des homosexuels. Les hommes occidentaux sont dévirilisés, et la France féminisée, femellisée. L'État fort, patriarcal, garant de la force de la France est remplacé par un État maternel qui infantilise et culpabilise.

Sortir du manichéisme, c'est encore dénoncer maints discours qui sont dans l'air du temps (Jean-Claude Michéa, Laurent Bouvet, Jean Pierre Le Goff). Dénoncer la stupide opposition du social et du sociétal, où le sociétal (où on met les libertés sexuelles, le féminisme, les droits des homosexuels, le genre, les rapports parents enfants, etc.) servirait d'alibi au maintien des inégalités principales qui sont économiques. C'est prendre le féminisme comme une question politique, centrale.

C'est prendre les situations dans leur complexité. Combattre les ravages de la marchandisation du monde sans abandonner le libéralisme, combattre l'islamisme et nommer les assassins sans les confondre avec tous les musulmans, oser prononcer des mots anciens : Lumières, unité du genre humain, universel. La liberté, l'égalité, les droits, les émancipations ne sont pas occidentales. Et identité peut aussi se comprendre au sens de ce qui est identique, ce qui fait ressemblance et assemblage.

Isabelle COLLET. Université de Genève

Collectif, *Éducation populaire et féminisme. Récits d'un combat (trop ordinaire). Analyses et stratégies pour l'égalité*

La Grenaille, 2016.

Le déclencheur de ce livre, c'est l'agression sexuelle de l'une des femmes d'un réseau d'éducation populaire par un homme du réseau. Ce récit, qui pourrait paraître anecdotique et malheureusement banal va devenir exemplaire. Et c'est ce récit qui est passionnant.

Tout d'abord, le réseau n'a pas nié la situation et l'agresseur a spontanément reconnu son tort. Mais malgré ce point de départ meilleur que dans bien des cas similaires, la réponse fournie par le collectif a été insatisfaisante, inappropriée, très amatrice. Et pourtant, dans ces réseaux, bien des gens ont un parcours syndical, tout le monde est capable de théoriser sur l'oppression de classe, tout le monde fait la promotion de la lutte contre toute forme d'oppression et pense que les prises de décision doivent se faire de manière collective. Or, voilà un groupe qui se perçoit comme conscientisé mais qui est incapable de voir les rapports sociaux de sexe ou, s'il les voit, qui est incapable de les traiter et d'y réfléchir collectivement.

Bien sûr, toute personne ayant fréquenté des mouvements de gauche, d'extrême gauche ou anar dans les années 2000 ou les années 1970 doivent sourire en coin avec un peu d'amertume en lisant ces propos.

Oui, chez les anars comme chez les trotskystes en passant par Nuit debout, beaucoup d'hommes, surtout s'ils sont « en vue », s'estiment bien trop engagés et instruits pour être sexistes. Ou tiennent encore pour vrai ces vieilles lunes marxistes : les rapports sociaux de sexe auraient été engendrés par les rapports sociaux de classe et leur sont donc subordonnés.

Pour sortir de cette impasse, un groupe de femmes a refait une partie de l'histoire des mouvements politiques des femmes... et on se demande combien de fois il faudra faire les mêmes ruptures, les mêmes prises de conscience et les mêmes traversées.

Elles se sont constituées en groupe non mixte et se sont rendu compte que ça changeait tout. Elles ont été mal vues par des hommes qui se sont sentis exclus et discriminés, ceux-là mêmes qui ne leur laissent pas la parole, qui les laissent faire le ménage pendant qu'ils réfléchissent à la chute du capitalisme, ceux aussi qui pensent que l'hébergement mixte, c'est cool et normal, même si des femmes ont peur d'être agressées parce qu'elles ont vécu des situations qui leur prouvent que c'est possible.

Elles ont donc entendu qu'elles étaient trop féministes alors que personne n'a jamais reproché à quelqu'un dans ce groupe d'être trop anti-capitaliste. Qu'elles créaient des problèmes, qu'elles mettaient en danger le collectif. En 1968, certains

mouvements d'extrême gauche conseillaient aux femmes agressées de ne pas porter plainte si l'agresseur était un ouvrier : il violait parce qu'il était aliéné.

Elles ont donc lu les féministes radicales qui, avant elles, avaient théorisé féminisme et marxisme. Elles se sont raconté leur histoire, elles ont analysé les contradictions de leur réseau : être incapable de prendre la responsabilité d'une sanction, mépriser le droit du travail à l'interne tout en le défendant à l'externe, jouer de la starification de certains, etc.

Elles ont écrit leur analyse avec un calme et une retenue qui m'impressionnent. Elles ont analysé très finement, sans jamais être donneuses de leçons, les fonctionnements du collectif. Elles ont mis en place des outils pour que non seulement ce genre de situation se gère de manière plus compétente à l'avenir, mais aussi pour que le collectif transforme ses pratiques pour instaurer des rapports sociaux égalitaires et permette pour toutes des espaces de sécurité et de liberté.

Le tout est limpide, agréable à lire, varié, édifiant et exemplaire de ce que l'éducation populaire peut faire de mieux. Car c'est un livre pédagogique, à destination de toute organisation autogérée.

Comme vous l'avez compris, j'ai été impressionnée par la qualité de l'ouvrage, à la fois pour son niveau de réflexion théorique mis à la portée de toutes et tous, et pour son aspect pratique. Je vous conseille de le commander sur <http://la-trouaille.org/education-populaire-et-feminisme/>, de le lire et de le faire connaître.

Yvonne GUICHARD-CLAUDIC

Habemus gender ! Déconstruction d'une riposte religieuse

Sextant 2015-31. Revue de Recherche Interdisciplinaire sur le Genre, l'Égalité et la Sexualité (STRIGES). Éditions de l'Université libre de Bruxelles. Numéro coordonné par David Paternotte, Sophie Van der Dussen, Valérie Piette.

Habemus gender ! Déconstruction d'une riposte religieuse est un numéro de la revue *Sextant* qui trouve son origine dans le colloque international du même nom qui s'est tenu à l'Université libre de Bruxelles en juin 2014. Le titre, et surtout le sous-titre, renseignent déjà sur l'objectif poursuivi : comprendre la réception des études de genre par le catholicisme et, au-delà, étudier la genèse et les façons dont sont formulées les critiques confessionnelles à l'égard des études de genre, et les stratégies de mobilisation des fidèles autour de ce que les institutions catholiques appellent « la théorie du genre ».

Les travaux présentés sont mis en lien avec le contexte français d'explosion des polémiques sur « la théorie/idéologie du genre » dès 2010 autour du nouveau programme de Sciences de la Vie et de la Terre (SVT) en classe de première mais surtout en 2012 à l'occasion des mobilisations contre la loi Taubira rendant possible « le mariage pour tous ». Dans une introduction très éclairante, David Paternotte

élargit toutefois l'analyse. Il souligne que malgré l'opposition spectaculaire de certains milieux catholiques français, il ne s'agit pas là d'une exception culturelle hexagonale réductible à ce contexte. On retrouve une telle opposition, sous des formes variées, dans différents pays et continents.

Par ailleurs, le phénomène n'est pas vraiment nouveau. De façon moins spectaculaire, les institutions catholiques travaillent sur ces thématiques depuis plus de vingt ans, en leur sein (Conseil pontifical par exemple) mais aussi au sein des réseaux internationaux comme l'ONU. David Paternotte fait remonter à la Conférence de Pékin de 1995 les tentatives des institutions catholiques pour contrer le développement de l'utilisation du concept de genre, en lien avec la généralisation du discours sur les droits de l'homme, l'égalité entre les femmes et les hommes et les droits LGBT. Le concept de genre nierait l'altérité des sexes et leur nécessaire complémentarité, constituant ainsi une menace pour la famille et même pour l'humanité. Qualifier les études de genre de « théorie du genre » viserait alors à re-naturaliser les différences entre femmes et hommes et les rôles sociaux associés et à disqualifier un champ d'études.

L'interrogation porte aussi sur l'impact des stratégies discursives utilisées, l'effet performatif de l'expression « théorie du genre » par exemple, ainsi que sur les canaux par lesquels passe le message – blogs, réseaux sociaux et autres media – et sur les raisons de leur succès dans certaines sociétés à certains moments. Pour finir, l'auteur insiste sur la diversité du catholicisme et sur les débats existant en son sein. Quelle que soit la religion concernée, ce n'est pas la foi qui constitue un obstacle aux droits sexuels mais bien les interprétations proposées ou imposées par les hiérarchies institutionnelles.

Ce numéro, très dense, s'organise en trois parties. La première partie s'interroge sur les fondements théoriques et historiques des débats contemporains. Elle s'ouvre par une contribution de Joke Swiebel, qui retrace vingt ans de débats au sein des conférences onusiennes, où elle était cheffe de la délégation néerlandaise, puis comme parlementaire européenne et responsable de l'intergroupe pour les droits LGBT. Loin que les institutions catholiques s'y rallient à la rhétorique de l'égalité entre les femmes et les hommes sur la base de leurs droits propres, elles ne l'envisagent que si elle ne remet pas en cause l'économie conjugale traditionnelle et la dignité qui serait propre à la femme. L'article de Juliette Masquelier, consacré à l'histoire de l'association franco-belge Femmes et Hommes dans l'Église, pointe la diversité du catholicisme et l'existence en son sein de militant.e.s qui tentent de dépasser les discours de leur Église pour penser l'égalité entre les femmes et les hommes, articuler leur foi et leur sens de la justice sociale. L'association, aujourd'hui FHEDLES, à la croisée du féminisme chrétien et de l'œcuménisme, a pris une position dissidente dans les débats contemporains, mais son écho est resté très limité. Joan Stavo-Debauge et Marta Roca I Escoda, quant à elles, font le parallèle entre les mobilisations européennes anti-genre et ce qui s'est passé dans la société américaine, où des penseurs politiques issus du fondamentalisme

évangélique ont su utiliser la vogue du « post-séculier » pour ouvrir l'espace public et l'agenda politique à des argumentaires que l'on aurait pu croire disqualifiés dans des sociétés sécularisées. Qu'il s'agisse de la bioéthique, de l'égalité entre les femmes et les hommes ou de l'émancipation des minorités sexuelles, la remise en cause des avancées de la modernité séculière et des savoirs critiques issus des sciences sociales est menée davantage au nom de la démocratie et de sa défense qu'à celui des croyances religieuses. Pour les auteurs, la perspective post-séculière se révèle donc dangereusement réactionnaire. Mylène Botbol-Baum, enfin, revient sur la diabolisation de la pensée de Judith Butler par les opposants au genre, une pensée qui déconstruit le discours naturaliste sur le genre. Le discours anti-genre tente, au contraire, de re-naturaliser la famille et les rôles sexués qui y sont associés et d'en exclure, de ce fait, les minorités sexuelles.

La deuxième partie est consacrée au débat français, qui constitue un cas d'espèce intéressant pour comprendre les mobilisations contre le genre. L'article d'Anne-Charlotte Husson s'intéresse aux stratégies lexicales et argumentaires dans le discours anti-genre à partir du lexique consultable en ligne du collectif *VigiGender*. Elle analyse l'invention discursive d'un ennemi unique, le *gender*, qui cristallise à lui seul toutes les perversions du monde contemporain et joue ainsi le rôle de cible privilégiée et de principe explicatif global. Josselin Tricou, quant à lui, s'intéresse au rôle de la blogosphère catholique à travers l'exemple d'un blogueur influent, Koztousjours. Il montre ainsi le rôle des réseaux sociaux dans la structuration du mouvement anti-genre et l'émergence de personnalités « civiles », non ecclésiastiques dans le débat.

Les contributions qui suivent portent sur les débats au sein des communautés religieuses. Céline Béraud se penche sur le cas des catholiques pratiquant.e.s favorables au mariage pour tous, en se fondant sur une enquête auprès de couples de même sexe, mariés ou envisageant de l'être. Elle pointe la fabrication d'un consensus de façade au sein de l'Église sur ces questions, au prix d'une marginalisation des positions et expériences dissidentes. Martine Gross se penche ensuite sur le rapprochement entre le Grand Rabinat et l'Église catholique contre la « théorie du genre ». Plutôt qu'une union sacrée, elle y voit une stratégie de re-crédibilisation du grand rabbin Bernheim, à l'origine de ce rapprochement, et de consolidation du Grand Rabinat, dans un contexte de développement des courants dissidents. Agathe Larisse, enfin, étudie la façon dont les autorités musulmanes se sont positionnées dans ce débat. Longtemps relativement en retrait, certaines d'entre elles ont pris position en 2014 à l'occasion des journées de retrait de l'école orchestrées par Farida Belghoul. Néanmoins, le faible écho de ces débats traduit bien la place minorisée des musulmans de France. L'auteure y voit aussi l'expression des rapports de force existant entre les différents courants de l'Islam de France. Seule a été entendue la voix des organisations défendant une interprétation plutôt androcentrée et patriarcale de l'Islam tandis que celle des organisations féministes ou *gay friendly* a été marginalisée.

La troisième et dernière partie s'intéresse à la question d'un point de vue international. L'article de José Ignacio Pichardo Galán et Mónica Cornejo Valle se penche sur le cas espagnol et souligne l'échec des mobilisations de la Conférence épiscopale espagnole et de ses alliés laïcs dans leurs tentatives de contrer les réformes du gouvernement Zapatero. Les auteurs expliquent ce décalage entre la hiérarchie catholique, clairement anti-genre et la majorité catholique, favorable au mariage entre personnes de même sexe, par l'histoire religieuse récente du pays et par l'accès au pouvoir d'un gouvernement clairement engagé pour l'égalité de genre. Marylène Lapalus étudie pour, sa part, le lien entre le discrédit jeté par la hiérarchie catholique sur la perspective de genre et le traitement des violences faites aux femmes au Mexique. En particulier, le discours religieux euphémise et naturalise les violences et contrecarre la légitimité du concept de féminicide. La lutte pour la définition de la réalité est aussi une lutte politique qui a des incidences concrètes sur les droits des femmes. En se fondant sur un travail ethnographique, Martina Avanza étudie les mobilisations des milieux catholiques anti-avortement contre « l'idéologie du *gender* » en Italie, leurs acteurs, leurs actions (conférences anti-*gender*, etc.), leur capacité à s'emparer de tout contexte favorable pour élargir leur audience et influencer la décision politique. Dans le cas belge, étudié par Émilie Brébant et Cécile Vanderpelen, les militant.e.s pro-vie ne choisissent pas toujours des formes d'action spectaculaires. Certain.e.s optent pour un travail de terrain plus discret, au sein d'associations qui accompagnent les femmes enceintes en situation de détresse et proposent de l'information sur la grossesse, la contraception et l'IVG. L'accent est mis ici sur le bien-être physique et psychologique de la femme, qui suppose l'acceptation de la « nature », de la « fonction » et de la « mission » féminines. Ces militant.e.s se présentent comme des résistant.e.s à l'ordre dominant mortifère, des veilleur.e.s fidèles attendant des jours meilleurs.

En conclusion, Bérangère Marques-Pereira, Anne Morelli, Jacqueline Heinen et Mieke Verloo dégagent les grandes pistes de réflexion que leur inspirent les travaux présentés dans ce numéro. Un numéro foisonnant, parce que pluridisciplinaire, international et qui explore des dimensions très diversifiées du phénomène étudié. Une mention spécifique à la conclusion de Martina Avanza qui s'interroge sur la pertinence du positionnement des chercheur.e.s en études genre, qui n'ont pas toujours su produire un discours compréhensible sur le genre ni prévoir l'ampleur de la polémique et se contentent trop souvent d'être sur la défensive par rapport aux caricatures que les anti-genre font de leurs travaux. Pour elle, au-delà des caricatures, les opposants au *gender* ont plutôt bien compris le cœur du message des études genre. Plutôt que de le nier, elle suggère de revendiquer le côté critique et politique des études genre.